

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)



R. BOMMER/AP



RT-FRANCE

## Du Covid-19 à la crise de 2020

- • États-Unis • Chine
- Algérie • Italie • Russie
- 1918-1919, la grippe espagnole

## Au sommaire de ce numéro

Du Covid-19 à la crise de 2020	1
Les États-Unis, de la crise sanitaire à l'effondrement économique	10
Après la crise sanitaire, la Chine en crise économique	15
Algérie : crise sanitaire et crise sociale	19
Italie : les ravages du virus et ceux du capitalisme	24
Russie : un "chef" fort pour un régime qui l'est moins ?	30
Il y a un siècle : quand la grippe espagnole se conjugait à la barbarie capitaliste	34

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15€
- DOM-TOM, par avion 17€
- Europe 20€
- Monde 24€

### Plis fermés

- France, DOM-TOM 32€
- DOM-TOM, par avion 37€
- Europe (lettre prioritaire) 45€
- Monde (lettre prioritaire) 58€

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 — BIC PSSTFRPPPAR

## Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière  
<http://www.lutte-ouvriere.org>  
Site multilingue de l'Union  
communiste internationaliste  
<http://www.union-communiste.org>  
E-mail:  
[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Riz destiné aux personnes vulnérables, à Abuja, capitale du Nigéria, en avril.

## Du Covid-19 à la crise de 2020

Ce texte est daté du 8 mai 2020, mais seules les citations choisies dans la presse auraient pu être actualisées, pas le fond du constat.

La crise sanitaire est loin d'être terminée, et l'économie et la société s'enfoncent de plus en plus dans la crise du capitalisme, avec toutes ses conséquences pour les classes laborieuses. L'humanité a largement les moyens scientifiques et techniques de maîtriser la pandémie, même si ceux qui font autorité en matière scientifique répètent qu'il faut du temps pour cela et qu'il faut « apprendre à vivre avec le coronavirus ». Mais la société est enfermée dans le carcan de l'organisation capitaliste, avec la propriété privée des moyens de production et des États nationaux rivaux, et dont les dégâts directs ou indirects sont incommensurablement plus grands que ceux dus au coronavirus. Le prolétariat est la seule classe sociale ayant l'intérêt objectif et la force de briser ce carcan et de réorganiser la société de telle façon que l'humanité soit capable de maîtriser sa propre vie sociale.

Par-delà les problèmes spécifiques de la pandémie, c'est cette réalité qui doit guider l'action des communistes révolutionnaires dans la tâche de construire le parti qui incarne cette perspective.

15 mai 2020

Les chiffres, déjà catastrophiques, qui illustrent le recul de la production à l'échelle du monde, l'envolée du nombre de chômeurs, la baisse des

échanges internationaux, etc., finissent par perdre toute signification tant il est évident que la crise actuelle de l'économie capitaliste est de la même ampleur

que les secousses majeures qui l'ont ébranlée au 20<sup>e</sup> siècle. Et tous ces éléments ne donnent qu'une photographie, en un moment donné, de l'état de la crise. Ils laissent seulement entrevoir la suite, c'est-à-dire les réactions en chaîne que la crise est susceptible d'engendrer.

Les comparaisons les plus fréquemment utilisées citent, en premier lieu, la crise boursière de 1929, avec la Grande Dépression qui a suivi. De fait, si la pandémie du coronavirus et le confinement ont eu des effets directs sur la production, ils ont été en même temps les facteurs déclenchant d'une brutale aggravation de la crise du système capitaliste, un peu comme l'a été le jeudi noir de 1929 pour la Grande Dépression.

Le Maire, ministre de l'Éco-



À Chicago, en 1931, une soupe populaire qui propose café et donuts aux chômeurs.



**Dans la ville allemande de Dresde, après les violents bombardements de février 1945, la vie reprend...**

nomie, a eu recours à une autre comparaison, avec les années de l'immédiat après-Deuxième Guerre mondiale, pour illustrer l'importance du recul de la production ici, en France.

Ce genre de comparaison ne peut être cependant que superficiel, tant chacun de ces épisodes de l'histoire du capitalisme a été différent, comme l'ont été leurs conséquences. Toutes les périodes de crises et de secousses économiques de notre temps, au-delà de leur diversité, illustrent à quel point le système capitaliste en son âge sénile, c'est-à-dire impérialiste, est incapable de faire face même aux problèmes découlant de son propre fonctionnement et, à plus forte raison, aux problèmes nouveaux auxquels est confrontée la société.

En 1929, la crise est venue directement du fonctionnement même de l'économie capitaliste. Ce sont les forces productives, en croissance rapide après la Première Guerre mondiale, en particulier aux États-Unis, qui se sont heurtées aux limites du marché. Mais ce qui, au temps du capitalisme ascendant, était une pulsation de la vie économique qui n'a pas arrêté le progrès global, et même pouvait entraîner une certaine amé-

lioration des conditions d'existence des classes exploitées, a changé à l'époque de l'impérialisme. *«La vie du capitalisme de monopoles de notre époque n'est qu'une succession de crises. Chaque crise est une catastrophe»*, affirmait Trotsky dans *Le marxisme et notre époque*. *«La nécessité d'échapper à ses catastrophes partielles au moyen de barrières douanières, de l'inflation, de l'accroissement des dépenses gouvernementales et des dettes, etc., prépare le terrain pour de nouvelles crises, plus profondes et plus étendues.»*

Quant au recul important de la production dans les années 1944-1945, il venait des destructions de la Deuxième Guerre impérialiste mondiale, qui a en quelque sorte soldé la crise de 1929. Mais pas de la même manière pour toutes les puissances impérialistes qui s'étaient affrontées.

Les puissances impérialistes vaincues, l'Allemagne et le Japon, subirent une destruction sans précédent de leurs moyens de production aussi bien humains que matériels.

C'est au profit de l'impérialisme américain, chef de file des puissances victorieuses, que la crise de 1929 a été soldée. Par la

guerre elle-même, en offrant au grand capital américain l'immense marché de la production d'armes et de matériels. Alors que les puissances impérialistes d'Europe s'entredétruisaient et que le Japon s'épuisait dans la guerre avant de subir Hiroshima et Nagasaki, l'économie américaine connut une des plus importantes expansions de son histoire. La guerre finie, la reconstruction ouvrit un nouveau marché à l'échelle européenne, sinon planétaire, dont le grand capital américain fut, là encore, le principal bénéficiaire.

Entre le grand gagnant qu'a été l'impérialisme américain et le grand perdant, l'Allemagne, les impérialismes anglais et français, bien que dans le camp des gagnants, durent céder au profit de l'impérialisme américain une bonne partie de leurs positions dans la domination du monde.

Nous n'abordons pas ici le rôle politique de la bureaucratie soviétique et des partis staliens, bien qu'il ait été capital, dans le fait que, contrairement à la Première Guerre mondiale, la Deuxième n'a pas été suivie par l'intervention révolutionnaire du prolétariat. La guerre n'a pas eu pour conséquence un changement dans le rapport de force entre le prolétariat international et la bourgeoisie impérialiste. Le changement de l'ordre international s'est limité à celui du rapport de force entre grandes puissances (l'URSS issue de la révolution prolétarienne, mais bureaucratifiée, était à la fois un élément perturbateur de l'ordre impérialiste mondial mais aussi un facteur de sa stabilisation).

La révolte des peuples au sortir de la Deuxième Guerre mondiale n'a pourtant pas été moindre qu'au sortir de la Première. Mais les masses en mouvement n'ont trouvé nulle part une direction prolétarienne proposant comme objectif ul-

time le renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

C'est ce fait fondamental qui a permis aux bourgeoisies impérialistes de reprendre le dessus, de consolider leur pouvoir sur la société et de s'enrichir pendant ce qu'on a appelé les Trente Glorieuses, grâce à l'exploitation de leur propre prolétariat, au pillage des pays pauvres et à l'oppression de leurs peuples.

Ce ne sont pas les lois du marché, de la concurrence et du profit qui ont permis à la bourgeoisie de faire redémarrer la vie économique sous sa direction et à son profit mais, dans une large mesure, l'étatisme, c'est-à-dire la négation même de l'initiative privée. Mais cette



La une du quotidien *France-soir* du 3 février 1945.

négation elle-même se situait dans le cadre du capitalisme et était destinée à sauver le règne de la bourgeoisie. En dehors de son rôle régalien, c'est-à-dire la défense des intérêts de classe des exploités par la force de ses bandes armées en uniforme, l'État a accentué son intervention dans la vie économique en s'occupant des secteurs indispensables au fonctionnement de l'ensemble de l'économie, mais qui ne rapportaient pas assez de profits pour les possesseurs de capitaux.

L'étatisme a joué un rôle majeur dans tous les pays impérialistes. Y compris dans le pays impérialiste qui se pose en patrie de l'initiative privée, les États-Unis. L'étatisme du temps de guerre n'est pas seu-

lement une nécessité militaire. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, ce sont précisément les États-Unis qui ont illustré le mieux son rôle économique décisif pour la bourgeoisie. Au lendemain de la guerre, la France a été un modèle du genre, avec la nationalisation de nombreux secteurs, de l'énergie, représentée à l'époque surtout par les charbonnages, aux transports, en passant par les communications et jusqu'à des banques de dépôt drainant les capitaux, planifiant dans une certaine mesure et investissant dans des secteurs qui n'intéressaient pas la bourgeoisie. L'État a pris en charge, en plus de l'éducation et donc de la formation des futurs exploités, la couverture des travailleurs face à la maladie et à la vieillesse.

C'est cet étatisme-là qui est devenu le modèle que les staliens ont présenté comme un ersatz de socialisme. Toutes les variantes du réformisme ont repris à leur compte cette vision de la société comme la seule alternative au « capitalisme sauvage ». Pendant que le principal parti implanté dans la classe ouvrière qu'était le PCF poussait ses militants à relayer les contremaîtres s'efforçant de « faire suer le burnous », la bourgeoisie continuait à s'enrichir à l'ombre de l'État, avant de se sentir assez forte pour pousser à la privatisation des secteurs un temps nationalisés.

Derrière chaque bourgeoisie nationale, son État national, et derrière les États nationaux, les États-Unis, leur dollar, leur puissance économique et militaire : voilà autour de quel axe la bourgeoisie impérialiste a consolidé sa position de classe dominante et structuré l'ordre international.

Il n'y a pas lieu de revenir ici sur le mythe d'un capitalisme débarrassé des crises majeures qui a dominé la vision du monde pendant les quelques années de croissance écono-

mique, entre la fin de la reconstruction et la nouvelle période de crises ouverte à l'aube de la décennie 1970. Ce mythe a sombré avec la crise du système monétaire international, la crise du pétrole, suivies d'innombrables autres secousses. S'ouvrit alors cette longue période marquée partout par une offensive multiforme de la bourgeoisie contre le prolétariat, par la diminution de la part des salariés dans le revenu national par rapport à celle des capitalistes, par le recul de la condition ouvrière. Quant à la répartition entre bourgeois de la plus-value globale tirée de la classe ouvrière, elle fut marquée par la croissance de la finance et de ses prélèvements.

La crise économique actuelle se situe dans cette continuité, mais en poussant plus loin encore, en amplifiant l'aggravation de la condition ouvrière et la financiarisation de l'économie.

#### LA CRISE ACTUELLE ET LES ARTIFICES DE LA BOURGEOISIE POUR LA SURMONTER

« Les banques centrales, ultime rempart de l'économie mondiale », titrait *Le Monde* le 29 avril 2020, avec pour sous-titre : « *La banque centrale du Japon, la BCE et la Fed [...] se lancent dans des programmes de soutien à l'économie, prenant des décisions naguère impensables.* »

Les États impérialistes se sont lancés, les uns après les autres, dans l'aide aux entreprises capitalistes « quoi qu'il en coûte », dit Macron, sans même en passer nécessairement par les nationalisations, fussent-elles temporaires (cela peut certes encore venir dans certains cas). L'argent est distribué directement aux entreprises capitalistes privées.

Sous le titre « SOS entre-

prises», *Le Figaro* du 27 avril résume à sa façon ce qui se passe: «Victimes collatérales du virus, des milliers d'entre elles se trouvent, elles aussi, sous assistance respiratoire. C'est l'État qui garantit leur trésorerie et prend en charge leurs salariés.»

Passons sur le fait que les salariés ne sont pas vraiment pris en charge, puisque leur salaire ne leur est pas intégralement versé. Du point de vue du capitaliste, l'affirmation est tout à fait exacte. Mais si l'État remplace les capitalistes, aussi bien pour prendre en charge leurs salariés que pour assurer leur trésorerie, à quoi servent-ils, même d'un point de vue capitaliste? Cette seule phrase du *Figaro* souligne le caractère totalement parasitaire de la bourgeoisie.

Ce qui n'empêche pas certains de ses porte-parole de se plaindre. Un chroniqueur des *Échos*, sous le titre «Covid-19: comment sauver nos entreprises de la faillite», résume en sous-titre: «Comme à chaque crise, les entreprises vont recourir au levier de l'endettement. Or, c'est de fonds propres dont elles auraient besoin. Il est temps de créer un outil public adéquat pour les en doter.» Et de préciser: «Il manque une arme décisive dans l'arsenal gouvernemental. Nous avons besoin, pour sauver notre économie, d'un instrument public d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres de l'ensemble des entreprises qui en auraient besoin. Une révolution?», s'interroge-t-il. Pour ajouter: «Certes, mais il ne s'agit pas de collectiviser.» En résumé: «Nous prêter de l'argent ne suffit pas, il faut nous le donner. Il faut en somme que l'État non seulement prenne en charge le salaire de nos ouvriers et nos dettes, mais aussi nous assure directement les dividendes auxquels nous avons droit.»

Derrière cette outrecuidance cynique se cache une inquié-



tude: celle d'une bourgeoisie moyenne d'un pays impérialiste tout à fait moyen devant la perspective économique qui se dessine. Le fond de cette inquiétude est précisément que la politique consistant à sauver le capitalisme en crise par le crédit et l'endettement conduit à renforcer encore la finance et son rôle. «Il sera impossible de redresser rapidement un système productif privé de fonds propres et accablé de dettes», continue à gémir le chroniqueur des *Échos*. Et d'évoquer les «reprises multiples à la barre des tribunaux par ceux qui auront réussi à traverser la crise» ou des «vagues de rachats d'entreprises par des fonds d'investissement». Derrière «l'État sauveur du capitalisme» apparaît la menace des banques, des fonds spéculatifs, qui balayeront impitoyablement les entreprises privées qui n'auront pas les moyens de résister.

#### QUI FINANCERA... LA FINANCE?

Les banques centrales fabriquent à volonté la monnaie virtuelle qu'elles utilisent pour racheter des titres de dette fabriqués par les États, des obligations souveraines. La procé-

dure n'est pas nouvelle, c'est déjà de cette manière que la bourgeoisie impérialiste a surmonté la crise de 2008. *Le Monde* relève: «En 2007, le bilan des trois principales banques centrales du monde – la Réserve fédérale américaine (Fed), la BCE [dans l'Union européenne] et la Banque du Japon – était de 3 400 milliards de dollars. En février 2020, avant même la pandémie, il atteignait 14 600 milliards de dollars. Et ce n'est qu'un début.» La croissance de ces chiffres est l'indice du volume croissant du crédit accordé aux entreprises capitalistes via leurs États. Faut-il rappeler comment, après la crise financière de 2008 et la menace d'un effondrement bancaire généralisé, tous les gouvernements ont juré de limiter et de réguler la fabrication excessive de crédits (et donc de dettes)?

Mais à peine l'alerte passée, en emportant au passage des banques de la taille de Lehman Brothers, la sarabande reprit de plus belle.

Les sommes citées dans le bilan devraient encore augmenter des deux tiers rien que cette année. Or, ces sommes qui dépassent l'entendement seront absorbées par les groupes financiers les plus puissants, c'est-à-dire ceux qui ont la puis-

sance de prêter aux États. Ces titres pourront être achetés, vendus, retravaillés et se transformer en ce qu'ils appellent des produits financiers.

Mais qui remboursera cette montagne de dettes que les États sont en train d'accumuler? D'un seul coup, pour les dirigeants de ce monde qui, jusqu'à la crise en cours, prêchaient doctement que les dettes devaient être remboursées – que l'on se souvienne que c'est au nom de la dette qu'on a pressuré les classes laborieuses d'un pays comme la Grèce en démolissant leurs conditions d'existence –, la question est devenue secondaire.

Les uns parlent de dette étalée sur 50, voire 100 ans. D'autres envisagent même la dette perpétuelle, c'est-à-dire que le débiteur ne devra jamais la rembourser. Certains encore, parmi les économistes les plus en vue, résolvent le problème de la dette en niant même son existence. « *C'est la monnaie qui finance la crise, pas la dette* », affirme Patrick Artus, chef économiste de Natixis, dans une interview au *Monde*.

L'idée d'une dette perpétuelle n'est pas vraiment une

nouveauté, en tout cas pas sur le fond. Le procédé qui consiste de la part de l'État qui emprunte à rembourser une ancienne dette en en faisant une nouvelle ne date pas d'aujourd'hui. Mais la dette perpétuelle serait l'affirmation officielle que ce qui compte pour les créanciers, c'est surtout de toucher une rente. Si les échéances sont lointaines, 20 ou 30 ans, c'est moins le remboursement de la somme prêtée qui a de l'importance que l'intérêt que le créancier touche régulièrement, lequel finit au bout du compte par dépasser et de loin la somme prêtée au départ. La dette perpétuelle consiste à assurer aux créanciers une rente régulière, elle aussi perpétuelle. La principale raison pour laquelle cette idée géniale surgie des cerveaux d'un capitalisme pourrissant a du mal à entrer dans les faits est que les titres représentant cette rente perpétuelle, basée sur les dettes souveraines, risquent de concurrencer la multitude des autres produits financiers. Pour être virtuels, ces produits et leurs possesseurs bien réels n'en sont pas moins en concurrence. Toute cette évolution qui lie de plus en plus les financiers

et les États ne supprime pas la concurrence, bien au contraire.

Derrière les jongleries de vocabulaire, reste le fond: il faut quand même financer le paiement de cette rente, c'est-à-dire prélever sur la population de quoi entretenir le parasitisme de la finance.

Le paiement des intérêts prend déjà une part croissante dans les dépenses de l'État. Là encore, il s'agit d'une évolution de fond, le capitalisme se survit en se débarrassant pour une part sur l'État, tout à la fois huissier et homme de main exécutant ses basses œuvres, de la peine et des difficultés de l'exploitation directe.

Toutes les crises finissent par changer le rapport de force entre capitalistes. C'est même la fonction fondamentale de la crise dans l'économie capitaliste: rétablir l'équilibre entre la production et la demande solvable. Le rétablir après coup, alors que la production est réalisée dans l'anarchie des initiatives individuelles.

C'est dans les crises que sont élaguées les branches malades de l'économie. Ce sont les crises qui établissent les nouveaux rapports de force entre capitalistes, c'est dans les crises que les plus puissants détruisent ou dévorent les autres, que se réalisent les concentrations de capitaux, c'est-à-dire la concentration des richesses et des moyens de les produire entre de moins en moins de mains.

La crise actuelle joue aussi ce rôle. La recomposition entre les différents secteurs de l'activité économique se joue en ce moment. Le tourisme comme les entreprises de spectacles s'écroulent. Et nombre d'entreprises de ces secteurs ne se relèveront pas.

Même après deux mois d'inactivité, il ne sera pas juste de considérer l'aviation civile comme une branche morte – d'autant moins que les com-



**Aide alimentaire : au Secours populaire de Nancy en avril 2020, 152 familles sont servies, contre 98 habituellement.**

pagnies nationales sont parmi les principales bénéficiaires de l'aide des États – pas plus que le secteur automobile dans sa globalité. Mais cela ne règle pas la question de qui survivra et qui ne survivra pas. Des entreprises disparaîtront, cependant, aussi bien parmi les compagnies aériennes que parmi les fabricants d'avions, et un plus grand nombre encore parmi leurs sous-traitants.

D'autres secteurs, en revanche, notamment ceux qui relèvent des nouvelles technologies, les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), connaissent une progression fulgurante. Comme en connaissent les géants de la distribution.

Plus important encore, la crise accentue la prédominance du secteur financier sur le secteur productif. Mais, derrière ces deux manières de puiser dans la plus-value globale tirée de l'exploitation des travailleurs, il y a la même grande bourgeoisie, ses sommets les plus riches et les plus puissants. Alors que la crise en cours pousse la classe ouvrière vers une pauvreté croissante et menace de ruiner la bourgeoisie moyenne et petite, les grandes fortunes continuent à grandir et les contradictions de classes à s'aggraver.

## L'UNION EUROPÉENNE EN IMPLOSION

Si cette évolution, c'est-à-dire ce rôle d'ultime rempart de l'économie mondiale, vaut pour les trois grandes banques centrales – auxquelles on peut ajouter la Banque d'Angleterre et, avec des possibilités moindres, la Banque centrale suisse –, la Banque centrale européenne a une particularité du fait que, derrière elle, il n'y a pas un seul État, mais les 19 États de la zone euro. Des États qui sont enchaînés par des intérêts communs



La Banque centrale européenne sous bonne garde.

mais qui restent concurrents et rivaux. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a su exprimer pourquoi toutes les négociations à l'intérieur de l'Union européenne pataugent: «*Nous assistons à une amplification des fractures qui minent l'ordre international depuis des années. La pandémie est la continuation par d'autres moyens de la lutte entre puissances.*»

La forme concrète que cette lutte entre puissances prend à l'intérieur de l'Union européenne, ou plus exactement à l'intérieur de la zone euro, se déroule autour des conditions d'accès aux marchés financiers.

Pas un seul État de l'Union européenne, même le plus riche, l'Allemagne, ne dispose de la somme qu'il promet à ses entreprises capitalistes. Cet argent, les États comptent l'emprunter sur les marchés financiers. Mais à quel taux? La récente (2010-2011) crise de la zone euro a montré que les 19 pays qui en font partie ont beau utiliser la même monnaie lorsqu'ils empruntent sur le marché des capitaux, ils ne paient pas le même intérêt, suivant la puissance de chacun. Même les puissances impérialistes moyennes fondatrices de l'Union européenne, l'Allemagne et l'Italie par exemple,

ne sont pas logées à la même enseigne.

L'intérêt collectif défendu par les institutions de Bruxelles commanderait que les 19 États puissent emprunter collectivement et à un taux commun. Mais, si les discours officiels répètent à satiété les mots «commun» ou «collectif», chacun tire de son côté. L'ultimatum lancé par la Cour constitutionnelle allemande à la Banque centrale européenne, qui la met en demeure de justifier le rachat de certains titres, notamment des États les plus pauvres, est significatif des relations entre pays de la zone euro. Une façon d'affirmer que les États les plus riches n'ont pas à aider ceux qui sont en difficulté.

## BRIGANDS ENNEMIS ENCHAÎNÉS À LA MÊME CHAÎNE

La crise ne diminue pas la concurrence, ni entre grands groupes capitalistes ni entre États nationaux. Pour le moment, les rivalités se dissimulent encore derrière des discours chantant les vertus de la collaboration. L'enjeu de ces rivalités est, en dernier ressort, la répartition de la plus-value globale extorquée à la classe ouvrière, entre différentes catégories ou différentes cote-



ries capitalistes représentées par leurs États nationaux. Mais toutes les bagarres entre brigands pour le partage de leurs rapines ne doivent pas occulter le fait que les victimes, ce sont les classes exploitées.

En d'autres termes, la période qui vient sera marquée par l'offensive de l'ensemble de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. La bourgeoisie ne cache même pas son intention de profiter de la pandémie elle-même pour changer, à son profit et aux dépens des travailleurs, le rapport de force avec la classe ouvrière. Allonger les horaires de travail de chacun, alors qu'on se prépare à licencier. Économiser encore plus sur les services publics alors qu'ils viennent de montrer que, sans eux, la société ne peut pas fonctionner. Réduire les aspects sociaux de l'étatisme bourgeois, alors même que l'État tient guichet grand ouvert pour les capitalistes.

Ce que les porte-parole officiels du grand patronat expriment encore à mots couverts, ou en le présentant comme temporaire, d'autres, les « porteurs d'eau » de la bourgeoisie, le formulent brutalement. Ainsi l'Institut Montaigne – dénomination qui est une offense au grand philosophe de la Renaissance en France – vient de soumettre des propositions pour sortir de la crise, parmi lesquelles figurent en tête : porter le temps de travail à 10 heures par jour et à 48 heures par semaine ; supprimer le jour férié du jeudi de l'Ascension ; annuler les vacances scolaires de la Toussaint.

En quoi, un allongement du temps de travail peut-il aider à surmonter la crise ? La proposition serait simplement stupide s'il n'y avait derrière l'idée que les travailleurs devraient travailler plus pour gagner moins, c'est-à-dire accroître la plus-value prélevée par leurs exploités.

Les plus prudents des serviteurs de la bourgeoisie dans les médias critiquent ce type de proposition comme « maladroite », alors que la société n'est même pas sortie de la pandémie ; tandis que d'autres affirment que ce serait immoral !

L'exploitation n'est pas une question morale, mais le fondement de la société capitaliste. Souhaiter une bourgeoisie plus compréhensive à l'égard de ceux dont l'exploitation l'enrichit est plus stupide par temps de crise que d'ordinaire.

### MARCHANDS DE RÊVE RÉFORMISTES ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans la comparaison entre la crise d'aujourd'hui et la période de l'après-guerre en France, il y a quand même des aspects frappants. Le discours d'abord sur « l'union nationale » repris par tous les partis de la bourgeoisie. Comme dirait l'humoriste, c'est même à cela qu'on les reconnaît. En tout cas, par des temps de difficultés pour la bourgeoisie car, d'ordinaire, il faut bien qu'ils se distinguent pour que les électeurs puissent désavouer le parti au pouvoir, qui gouverne contre eux, en votant pour l'opposition qui, une fois au pouvoir par la grâce des élections, fera comme son prédécesseur. L'essence du par-



Laurent Berger avec Macron.

lementarisme bourgeois est là : roule carrosse, ronronne le Parlement et continue l'exploitation ! Changer de parti au pouvoir pour que rien ne change.

Autre ressemblance frappante entre les deux périodes : le langage des réformistes. Leurs représentants ne sont plus les mêmes, leurs liens avec la classe ouvrière encore moins. À la « Libération », le PCF avait un tout autre poids dans la classe ouvrière qu'aujourd'hui. C'est grâce à lui et à son influence que le général réactionnaire de Gaulle a pu passer, certes pas pour un homme de gauche – il n'aurait surtout pas voulu de cette étiquette – mais pour le représentant de l'intérêt national, c'est-à-dire aussi des intérêts des travailleurs. Tout ce beau monde prêchait alors qu'un avenir meilleur nous attendait alors que le présent était fait de surexploitation pour les travailleurs, de cartes d'alimentation, de logements de fortune et de répression sanglante pour les peuples d'Algérie, d'Indochine, de Madagascar, pour tous ceux de l'empire colonial. C'est au nom de cet avenir meilleur que le PCF affirmait que les grèves étaient l'arme des trusts et qu'il fallait être tous solidaires pour relancer l'économie. C'est pour tenir ce langage que le PCF a eu des ministères, avant d'être chassé du gouvernement comme les bourgeois savent chasser les laquais qui ne leur servent plus à rien.

Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, demande benoîtement « une autre répartition des richesses » pour faire face à la crise, ajoutant : « Notre pays va devoir faire preuve de beaucoup plus de solidarité que par le passé. » La supplication va certainement émouvoir jusqu'aux larmes les Arnault, Bolloré, Dassault et autre Mulliez !

C'est presque avec les mots des années 1944-1945 que les héritiers politiques des stalinien-



Quelques-uns des dizaines de millions de travailleurs américains désormais sans travail, ici en Floride.

affirment aujourd'hui, comme en témoignent nombre de tracts signés de la CGT, qui passe pourtant pour la plus radicale des centrales syndicales: « Pour une société plus juste, et par la lutte construisons de nouveaux jours heureux », « Inventons le monde d'après » ou encore « Plus jamais ça, ensemble nous construirons un nouveau futur », « Pour la paix, pour la solidarité nationale, pour la protection des populations ». Un langage digne des curés de n'importe quelle religion: en guise de vie future, promettre le paradis!

Pour ainsi dire l'ensemble de la presse reprend ce type de langage, en peinturlurant en rose la sortie du confinement. Ce n'est pas pour rien qu'il est à la mode de multiplier les références au Conseil national de la résistance (CNR) et à son programme.

Mais, si les choses ne dépendent que de ce que nous réserve le capitalisme, l'avenir, nous y sommes déjà!

Menaces de licenciements massifs, envolée sans précédent du chômage, même aux États-Unis.

Accroissement brutal de la pauvreté, même dans les pays les plus riches. Les organismes de charité, des Restos du cœur au Secours populaire sont débordés. Emmaüs est au bord de la faillite, pour la première fois de son histoire. Et il s'agit des pays les plus riches du monde!

Quant aux pays pauvres, à l'accroissement de la misère s'ajoute un renforcement de la répression contre les plus pauvres, matraque et mitraille, au nom prétendument d'une guerre légitime, celle contre le coronavirus. Et les bandes armées officielles des États, la police et l'armée, se comportent, comme toujours dans ces pays mais plus que jamais, en gangs criminels rackettant la population pauvre.

Voilà comment le présent dessine déjà l'avenir qui attend la société. Là encore, le coronavirus n'aura été qu'un facteur déclenchant. La famine en Afrique n'a pas été apportée par le Covid-19. La pandémie dont crève la société est son organisation sociale: voilà la réalité que tous ceux qui nous parlent d'un monde meilleur au sortir de la crise essaient de

dissimuler. Mais ils n'y arriveront pas.

Les possédants eux-mêmes craignent, comme l'expriment leurs porte-parole dans la presse, des réactions de révolte. « Le monde, au bord d'une explosion sociale majeure », titrait *Les Échos* du 22 avril 2020. On en voit les prémices même dans un pays impérialiste riche comme la France, où existent pourtant de nombreux amortisseurs sociaux, avec le nombre croissant d'incidents qui opposent les jeunes des banlieues populaires à la police. On les voit aussi aux États-Unis, avec non seulement des grèves mais aussi des locataires de certains quartiers à New York qui refusent de payer leur loyer alors que, licenciés, ils n'ont plus de ressources, même pas de quoi se payer un minimum de protection contre le coronavirus.

Dans les pays pauvres, c'est encore pire. « En Afrique, la faim tuera plus vite que l'épidémie », titrait *Les Échos* du 27 avril 2020. Les titres de la grande presse reflètent une inquiétude profonde. « La planète bascule dans la crise sociale » (*Le Monde*, 22 avril 2020).

La période à venir n'est pas grosse de « nouveaux jours heureux ». Elle rendra encore plus douloureuse aux exploités l'agonie de l'organisation actuelle, capitaliste, de la société.

La classe ouvrière aura à se défendre. Par quels moyens? Comment? C'est évidemment une question de rapport de force. Mais, dans la période à venir, l'arrogance de la bourgeoisie sera le facteur de mobilisation le plus puissant pour sortir de l'inquiétude mêlée de résignation de la majorité des exploités qui marque l'actualité. Mais cela peut changer brutalement, de façon imprévisible. Personne ne peut deviner quelle sera la provocation de la classe dominante ou de ses hommes politiques qui créera le choc. Il faut que les militants

révolutionnaires soient préparés pour avancer leur politique.

Mais se défendre, c'est-à-dire en rester à parer les coups que la bourgeoisie et son État nous porteront, ne sera dans le meilleur des cas qu'un éternel recommencement, comme la course de l'écureuil dans sa cage.

Et, en fait, même pas un éternel recommencement, si ce n'est en pire, parce que le fossé se creuse de plus en plus entre les masses exploitées et les sommets de l'oligarchie bourgeoise. Comme se creuse l'antagonisme entre les possibilités de la société humaine et les carcans que l'organisation capitaliste lui impose.

D'un côté, la production est socialisée à l'échelle internationale à un degré poussé infiniment plus loin qu'au temps de Marx et même de Lénine et Trotsky ; mais, d'un autre côté, elle reste dominée par la propriété privée des moyens de production et par la rivalité entre États nationaux.

Le développement social exige des changements profonds pour faire sauter ce carcan, c'est-à-dire pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie et mettre les moyens de production à la disposition de la collectivité.

Si la société ne peut pas progresser en suivant les lignes de force de son développement, elle régressera.

Ce qui n'a pas changé depuis Marx, et qui a été confirmé tout au long de l'histoire, c'est que la seule force sociale qui peut réaliser ce bouleversement révolutionnaire est la classe ouvrière.

Voilà pourquoi, aussi gigantesque que puisse apparaître aujourd'hui l'écart entre la



Manifestation d'employés d'un restaurant Mc Donald's, à Marseille, en mai 2018.

puissance de la dictature de la bourgeoisie sur la société et les moyens du courant révolutionnaire de la classe ouvrière, il n'y a pas d'autre choix qui vaille pour l'avenir que d'œuvrer pour que les travailleurs prennent conscience de leurs intérêts politiques fondamentaux, c'est-à-dire de leur rôle dans l'avenir de la société humaine, et pour qu'un nombre croissant de femmes, d'hommes, de travailleurs s'organisent sur cette base.

Cela commence dans les têtes, dans les consciences. Refuser toute forme d'unité ou de concorde nationale, car elles signifient nécessairement l'abdication des exploités devant leurs exploiters. Ne plus suivre les charlatans ni les vendeurs d'illusions. Prendre conscience du fait que, malgré sa désorientation politique actuelle, la classe ouvrière continue à représenter une force considérable, ici comme à l'échelle internationale

Les crises sont de puissants accélérateurs de l'histoire humaine. La crise actuelle accélérera, aggravera les luttes

sociales. Elles peuvent se manifester par des révoltes, des émeutes. Si celles-ci restent sans perspectives, elles peuvent tourner en rond et aboutir seulement à une aggravation du chaos social.

La seule autre perspective est celle qu'incarne le prolétariat, c'est-à-dire le renversement du capitalisme à l'agonie et la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Une organisation sociale, même à l'agonie, peut se survivre si une autre n'est pas capable de prendre sa place pour permettre à l'humanité de reprendre le chemin du progrès. En d'autres termes, le règne de la bourgeoisie ne disparaîtra que si son pouvoir est renversé par le prolétariat. L'avenir de l'humanité dépend de la capacité du prolétariat à retrouver sa conscience de classe et sa volonté de reprendre le combat pour mettre fin à l'organisation capitaliste de la société. Et qui dit conscience dit parti pour l'incarner. Avancer dans sa construction est la tâche incontournable et la plus immédiate.

8 mai 2020



## Les États-Unis, de la crise sanitaire à l'effondrement économique

**Avec 1,4 million de cas de Covid-19 confirmés et 84 000 morts au 13 mai, les États-Unis sont de loin le pays le plus lourdement frappé par la pandémie. Avec seulement 4% de la population mondiale, ils comptent 28% des victimes du monde entier. Certes, les taux de mortalité de certains pays européens comme la Belgique (77 morts pour 100 000 habitants), l'Espagne (58), l'Italie (51), le Royaume-Uni (50), la France (40) ou les Pays-Bas (32) sont supérieurs à celui des États-Unis (25). Mais la comparaison est trompeuse car, outre-Atlantique, si les États ruraux sont peu touchés, les grandes métropoles sont parfois lourdement frappées. La ville de New York, 8 millions d'habitants, compte déjà 20 000 morts, bien plus que l'Île-de-France (6 400 morts) ou même que la Lombardie (14 700 morts), pourtant plus peuplées. En outre, d'innombrables décès dans les maisons de retraite et à domicile échappent au décompte. Et la mortalité continue de progresser.**

L'incurie de l'administration Trump, voire la stupidité et la démagogie d'un président qui s'est refusé à mener une politique pour contenir l'épidémie, malgré les alertes des experts sanitaires dès la mi-janvier, a sans doute contribué à la catastrophe en cours. Aucune mesure réellement protectrice n'a été imposée au niveau fédéral, où les principales déclarations

ont visé le « virus chinois », dans un prolongement de la guerre commerciale menée depuis trois ans. La Chine a même été accusée d'avoir volontairement propagé le Covid-19. Ce sont les gouverneurs qui, au niveau des États, ont mis en œuvre le confinement de la population, selon des calendriers et des modalités variables. Et les plus prudents, souvent dé-

mocrates, ont été accusés par Trump et les républicains de ruiner l'économie du pays.

Mais, au-delà de la politique du président, les Américains payent un lourd tribut à un système où quelque 30 millions de personnes n'ont pas d'assurance maladie. Toute une partie des classes populaires, parmi les migrants notamment, ne consulte un médecin ou ne va à l'hôpital qu'en dernier recours, quand il est parfois trop tard pour être soigné efficacement. Depuis quatre ans, l'espérance de vie baisse aux États-Unis. Les hôpitaux publics connaissent des pénuries de matériel, de masques, de respirateurs, etc. Bien des salariés ne bénéficient pas d'arrêts de travail payés pour maladie : les entreprises n'y sont pas tenues, et de nombreux cas de contamination au sein des entreprises ont été rapportés. *« Je continue à travailler alors que je suis malade, parce que j'ai peur de perdre mon emploi ou d'être sanctionné si je m'absente »*, expliquait ainsi



Sur l'île Hart Island à New York, on inhume des dizaines de personnes dont les dépouilles n'ont pas été réclamées.

un emballeur d'UPS à Tucson, dans l'Arizona, cité par le *New York Times*. C'est une situation courante. Et, comme en France, les salariés se voient refuser des masques, des gants ou du gel hydroalcoolique.

Par exemple, dans les 800 abattoirs et usines de découpe de viande que compte le pays, au moins 12000 ouvriers ont développé la maladie, une cinquantaine en sont morts. L'usine de porc Smithfield à Sioux Falls, dans le Dakota du Sud, restée ouverte jusqu'au 15 avril, compte au moins 850 ouvriers contaminés. L'usine de viande JBS de Greeley, dans le Colorado, compte sept morts; parmi eux, Saul Sanchez, ouvrier, avait 78 ans: c'est tout un symbole du capitalisme américain. Les ouvriers, des immigrés pour la plupart, travaillent à quelques dizaines de centimètres les uns des autres, souvent sans protections. Il n'est donc pas étonnant que, malgré le niveau de développement de la médecine dans ce pays, la pandémie y ait fait des ravages. Dans plusieurs usines, des ouvriers ont débrayé contre le danger sanitaire que leur faisaient courir leurs patrons. Alors que les plus riches du pays s'isolent dans leurs résidences luxueuses, voire sur leur yacht, et ont accès aux cliniques privées, les ouvriers, les personnels soignants, les pauvres, les Noirs et les migrants, autrement dit le prolétariat américain, sont durement frappés par l'épidémie.

### L'EXPLOSION DU CHÔMAGE ET DE LA PAUVRETÉ

Aussi grave que soit la crise sanitaire, la crise économique qui a commencé risque d'être plus terrible encore. Des milliers d'entreprises ont fermé ou sont en faillite. Seuls quelques secteurs, comme la fabrication de matériel informatique et la grande distribution, ne licen-



KEITH MYERS/MCT

Les ouvriers des usines de viande (ici à Dodge City dans le Kansas), paient un lourd tribut à la pandémie.

cient pas. Mais le bâtiment, l'industrie, l'industrie des loisirs, de nombreux secteurs du commerce (vêtements, etc.) suppriment des emplois par centaines de milliers. Les collectivités locales, qui emploient environ un salarié sur dix et voient aujourd'hui leurs ressources s'effondrer et leurs dépenses exploser, ont déjà supprimé un million d'emplois dans l'éducation, l'assainissement ou la sécurité. Et même le secteur de la santé a supprimé 1,4 million d'emplois en un mois, en pleine crise sanitaire! Le tourisme, les loisirs, la restauration, le transport aérien et l'aéronautique sont largement paralysés. En outre, les États-Unis sont maintenant d'importants producteurs d'hydrocarbures. Pour que le pétrole de schiste

américain soit rentable, il doit se vendre au moins 35 dollars (32 euros) le baril. Or, en raison de la chute des cours, accélérée par la crise actuelle, son prix est aujourd'hui autour de 25 dollars (23 euros). Ce secteur menace donc de s'effondrer, avec des millions d'autres chômeurs à la clé. Au premier trimestre, le PIB du pays a chuté de 5%; au deuxième, cela pourrait être 30%

En tout, des dizaines de millions de salariés sont licenciés. Alors que, début mars, sept millions de personnes étaient inscrites au chômage, elles étaient 30 millions au 30 avril. S'y ajoutent 10 millions de chômeurs qui ne sont pas parvenus à accéder aux sites ou aux bureaux d'inscription, et peut-être 20 millions d'autres qui



AP

Des chômeurs à Little Rock en Arkansas, le 23 avril 2020.



W. LUTHER STAFF

**File d'attente pour la distribution de nourriture par la banque alimentaire de San Antonio au Texas, le 9 avril dernier.**

n'ont pas droit à ces allocations et ne sont donc pas dénombrés. Il y aurait ainsi 50 à 60 millions de personnes qui se retrouvent soudain sans travail. Onze millions de personnes travaillent désormais à temps partiel contraint, contre 4 millions avant la crise. Le gouvernement a prévu un chèque de 1 200 dollars par adulte et de 500 dollars par enfant, et il a fait adopter pour les chômeurs une allocation, qui tarde à arriver. Mais, au total, les sommes que l'État fédéral va allouer aux ménages sont dérisoires par rapport à celles qu'il mobilise pour les entreprises.

Des dizaines de millions d'habitants ont été précipités dans la misère. Dans le New Jersey, un des deux États les plus riches du pays, le nombre de demandeurs d'emploi a été multiplié par dix, et des dizaines de milliers de familles dépendent de l'aide alimentaire. À San Antonio, au Texas, la Banque alimentaire, qui distribue en général entre 200 et 400 colis à des familles, en a servi 10 000 en une journée. À Sunrise, en Floride, une file de voitures s'est formée sur trois kilomètres pour l'aide alimentaire. Les villes organisent des distributions de repas aux portes des écoles,

seul moyen pour que certains enfants mangent à leur faim. En réalité, dans la première puissance mondiale, la dépendance à l'aide alimentaire n'est pas nouvelle. À New York, la ville qui compte le plus de milliardaires au monde, 750 000 élèves des écoles publiques vivent en-dessous du seuil de pauvreté et dépendent de l'école pour avoir au moins un repas par jour. 38 millions d'Américains bénéficiaient déjà de l'aide fédérale avant la crise. Aujourd'hui cette misère explose brutalement.

« Ces emplois seront tous rétablis, a fanfaronné Trump, qui espère être réélu en novembre, et ils le seront rapidement. » Il est possible qu'une partie de ces emplois reviennent en effet quand la crise sanitaire prendra fin. Mais certainement pas tous, loin de là. Les personnes qui ont perdu leur emploi réduisent leur consommation, ce qui contracte un marché qui est déjà réduit. Si l'épidémie recule, ce qui n'est encore pas le cas, les gens ne se précipiteront pas aussitôt dans les cinémas, les restaurants, les avions, les hôtels, les parcs de loisirs et les villes touristiques. Le transport aérien et du coup l'industrie aéronautique resteront sinistrés. Dans l'automobile, les États et

certaines firmes essaient de faire redémarrer les usines. Mais les stocks sont pleins. Les firmes offrent certes des crédits gratuits sur sept ans et des ristournes de 5 000 dollars, mais encore faut-il que les clients, les entreprises notamment, veuillent acheter des véhicules.

Sans compter que, pas plus qu'il ne suffirait de relever un domino pour que tout le jeu se redresse, les crises capitalistes sont des réactions en chaîne qui ne sont pas réversibles. En 1929, c'est le krach boursier qui avait déclenché un effondrement général du crédit et de l'industrie. En 2008, l'éclatement de la bulle spéculative sur des crédits immobiliers pourris avait causé une crise bancaire, qui avait à son tour entraîné une crise économique générale. Tous les experts jugent que la crise actuelle est plus grave que celle de 2008-2009, après laquelle l'emploi avait mis cinq ans pour revenir à son niveau antérieur. Aujourd'hui le chômage, qui était officiellement à 3,5% en février, atteint déjà 15%. En réalité, il est sans doute proche des taux de la Grande dépression, quand il n'a vraiment été résorbé qu'avec l'économie de guerre de 1939-1945. En 1933, le chômage avait atteint 25% quatre ans après le jeudi noir de Wall Street. Mais cette fois-ci l'économie s'est effondrée en six semaines.

#### POUR LE GRAND CAPITAL, GUICHET OUVERT À LA FED

Dans une touchante unanimité entre Trump et le Congrès, entre républicains et démocrates, l'État fédéral a débloqué 3 000 milliards de dollars pour soutenir les entreprises et l'économie. La banque centrale, la Fed, s'est lancée dans un vaste plan de rachats des dettes des entreprises et des municipalités. Des milliers de sociétés ont été sauvées par la Fed, qui rachète massivement des

dettes d'entreprises risquées, les « junk bonds ». La presse a rapporté l'exemple de Carnival, une compagnie de tourisme qui emploie 150 000 salariés, dont les 27 paquebots de croisière sont à l'arrêt. Alors qu'elle empruntait auparavant au taux de 1 %, les prêts qu'elle a sollicités lui ont alors été proposés à 15 %. Quand la Fed a garanti ses emprunts, elle a pu de nouveau emprunter à des taux plus bas. La même garantie a été utilisée pour des entreprises de casinos comme MGM, de cinéma comme AMC, d'habillement comme Gap, de restauration comme Yum Brands (KFC, Taco Bell, Pizza Hut...). Les grandes compagnies aériennes, qui ont vu le nombre de leurs passagers divisé par vingt, ont été renflouées à hauteur de 25 milliards de dollars.

L'État fédéral prend donc en charge les pertes des grandes firmes. Mais qui paiera ces sommes considérables ? Il s'agit pour beaucoup de dettes qui ne pourront être remboursées, des rentes perpétuelles en quelque sorte. Autrement dit, pour éviter l'explosion de la dette de l'État, la Fed crée de la monnaie en quantité colossale. Mais celle-ci ne disparaît pas, elle va ensuite alimenter la spéculation sur l'immobilier et la finance. La crise en cours peut donc encore accroître l'emprise de la finance.

L'ouverture des vannes du crédit a amené les cours boursiers, qui s'étaient effondrés en mars, à retrouver quasiment leur niveau antérieur. Le principal indice, le S & P 500, n'a reculé que de 12 % depuis les débuts de la crise. Le Dow Jones a aussi refait une partie de sa chute de mars avec, fin avril, une hausse record (+ 15 %) en deux semaines. Une économiste a mis en évidence le parallèle saisissant des courbes de l'augmentation des victimes, des chômeurs, et de la Bourse. En cela, cette crise est bien dif-

férente de celle de 1929. Les spéculateurs ont été rassurés par le guichet ouvert de la Fed. « *Wall Street (la Bourse) a bien peu à voir avec Main Street (les commerces de la grand-rue)* », disent les économistes bourgeois : que les restaurants et les boutiques de quartier ferment, que les ouvriers et les employés perdent leur travail et aillent à l'aide alimentaire, cela n'implique pas que les grandes firmes, elles, soient sur la paille.

Si d'innombrables entreprises petites et moyennes sombrent, de grandes firmes sont au contraire en train de toucher le jackpot, à l'instar des géants de l'informatique (Microsoft, Apple) et d'Internet (Facebook, Amazon, Google). Amazon a vu son chiffre d'affaires augmenter de 26 % au premier trimestre. La capitalisation de Microsoft est désormais égale à celle de la totalité du CAC 40. Et l'essor à venir du télétravail et de la vente en ligne va bénéficier à ces entreprises.

Comme lors de chaque crise, un gigantesque mouvement de concentration du capital est également à l'œuvre. Dans le secteur de l'énergie, les majors Exxon ou Chevron profitent de la faillite des petits

producteurs indépendants de pétrole du Texas et de l'Oklahoma. Dans les loisirs, Netflix et d'autres raflent la mise. Les grandes banques jouent un rôle moindre dans l'immédiat, mais le renflouement des entreprises par la Fed leur permet de limiter la casse, car leurs créances seront pour l'essentiel payées, et la contraction générale du crédit est ainsi évitée. À la manière des princes et des bourgeois qui, en 1914-1918, se gorgeaient en pleine boucherie mondiale, le 30 avril le PDG de la banque d'investissement-Goldman Sachs a fait voter par ses actionnaires une hausse de sa rémunération de 20 % à 27,5 millions de dollars.

#### DE LA CRISE ÉCONOMIQUE À LA CRISE POLITIQUE ?

Quant aux conséquences politiques de cette crise, il est bien difficile de les prévoir. Les chômeurs sont dans l'incapacité de rembourser leurs crédits bancaires, leurs emprunts immobiliers et de payer leur loyer. De New York à Los Angeles, des groupes de locataires appellent à une grève des loyers et des remboursements de prêt immobilier pendant la durée de la crise sanitaire. « Can't pay ?



Le 1<sup>er</sup> mai 2020, à Brooklyn, un quartier de New York, la grève des loyers s'organise.



LANSING STATE JOURNAL

**Le 15 avril, à Lansing, Michigan, manifestation des partisans de Trump et de l'extrême droite devant le bâtiment du gouvernement de l'État contre les mesures de confinement prises par la gouverneure démocrate Gretchen Whitmer.**

Won't pay!» (Nous ne pouvons payer? Nous ne paierons pas!), scandent-ils. Encouragés par la gauche du Parti démocrate, dont la membre de la Chambre des représentants Alexandria Ocasio-Cortez, ces groupes se sont surtout constitués sur les réseaux sociaux. Les loyers sont très élevés dans les grandes villes, où ils représentent souvent le tiers ou la moitié des revenus d'une personne; à New York, le loyer médian pour un F1 est de 2 980 dollars mensuels (2 740 euros). Alors, quand quelqu'un perd son emploi, il ne peut plus payer. Pour l'instant, cette grève des loyers est plus une menace qu'une réalité, et elle repose peut-être surtout sur des catégories bien payées plutôt que sur les couches les plus exploitées. Elle renvoie cependant aux années 1930, la dernière fois où une grève

des loyers avait été suivie par des milliers de locataires new-yorkais du Bronx et de Harlem.

Mais les années 1930 évoquent une autre conséquence possible de la crise: la montée de l'extrême droite. Dans plusieurs États, des groupes de manifestants, encouragés par Trump, se sont mobilisés contre le confinement imposé par des gouverneurs démocrates. La proximité des élections, en novembre prochain, n'est sans doute pas étrangère à ces mobilisations. Mais elles peuvent aussi présager une radicalisation. Le 30 avril, quelques dizaines de militants, dont certains armés, ont ainsi envahi le Capitole du Michigan, où siègent le gouverneur et les assemblées de l'État. Cet État industriel du Nord n'était pourtant pas, ces

dernières années, un bastion de l'extrême droite américaine.

S'il est impossible d'anticiper sur la profondeur et la durée de la crise, il est certain que, si le prolétariat n'intervient pas, le « monde d'après » dont se gargarisent les commentateurs en général, et la gauche réformiste en particulier, va furieusement ressembler, en pire, au « monde d'avant ». Pour l'instant, les classes populaires et, dans une moindre mesure, la petite bourgeoisie, paient le prix fort de cette crise inédite. Aucune grande firme n'a fait faillite, aucun capitaliste ne s'est jeté d'un gratte-ciel. L'avenir dira si les travailleurs américains parviennent à se mobiliser pour enrayer la dégradation brutale, parfois tragique, de leurs conditions d'existence.

14 mai 2020





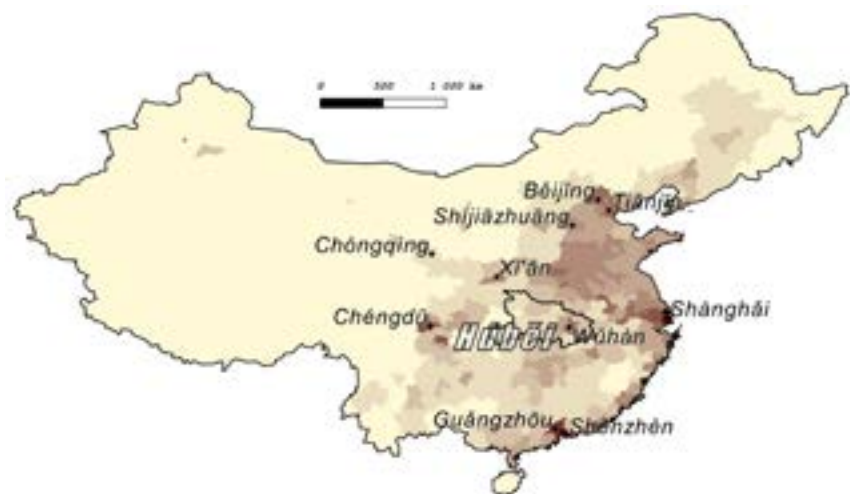
## Après la crise sanitaire, la Chine en crise économique

**Le 22 avril, un mois après le déconfinement du Hubei, le président chinois Xi Jinping, en visite dans le Shaanxi, disait : « L'épidémie portera inévitablement un coup à l'économie et aux activités sociales. À pareil moment, il est d'autant plus important d'envisager le développement de la Chine dans une perspective globale, dialectique et à long terme, et de continuer à renforcer la confiance. » Et il insistait sur la nécessité de « faire avancer activement la reprise du travail et de la production, afin de garantir non seulement les missions de production, mais aussi la santé de la population »<sup>1</sup>. Pousser à la reprise du travail et promettre un avenir radieux lointain, voilà où en est le pouvoir chinois. C'est dire si la crise économique déclenchée par la crise sanitaire n'est pas une simple péripétie. L'arrêt brutal de la production s'est produit dans une économie capitaliste en plein ralentissement et saturée de dettes. Conjuguée à la crise dans les pays impérialistes, dont l'économie chinoise reste profondément dépendante, la crise peut durer et être l'occasion d'une gigantesque purge, comme en opèrent régulièrement les crises du capitalisme, plongeant du même coup la société chinoise et mondiale dans un chaos autrement tueur que le coronavirus.**

L'origine supposée de l'épidémie est Wuhan, une ville de 11 millions d'habitants, qui donne à elle seule un aperçu de l'intégration de la Chine dans le capitalisme mondial, à la fois comme terrain d'exportation de capitaux pour les firmes impérialistes et comme atelier de production pour l'économie mondiale. Wuhan est la capitale du Hubei (une des 29 provinces et régions de Chine), qui regroupe 58 millions d'habitants. Onzième agglomération chinoise en nombre d'habitants, loin derrière les mégapoles de la côte est que sont Shanghai, Pékin, Canton, qui comptent chacune plus de 20 millions d'habitants, Wuhan est avec Chongqing l'une des deux plus grandes villes du centre de la Chine, un centre industriel de premier ordre. La base industrielle de la ville est un combinat sidérurgique construit au temps de

la coopération sino-soviétique par l'État chinois, un exemple s'il en faut de ce que fut l'accumulation primitive que celui-ci réalisa alors. En 1981, avant « l'ère des réformes » et l'ouverture économique que conduisit Deng Xiaoping, Wuhan était le quatrième centre

industriel du pays. Mais lors de cette ouverture, les autorités chinoises firent le choix d'accueillir les capitaux privés étrangers en construisant des zones économiques spéciales d'abord sur la côte est, du côté de Canton et de Shanghai essentiellement. Shenzhen, alors



Densité de population en Chine, et dix plus grandes métropoles (2010).  
Source : [www.citypopulation.de](http://www.citypopulation.de)

<sup>1</sup> [http://french.xinhuanet.com/2020-04/22/c\\_138999461.htm](http://french.xinhuanet.com/2020-04/22/c_138999461.htm)

une petite ville de quelques milliers d'habitants entre Hong Kong et Canton, est aujourd'hui une zone économique spéciale qui compte 12 millions d'habitants. Ce n'est que dans la deuxième partie des années 2000 que, face à la relative hausse des salaires qu'imposaient les luttes ouvrières dans les zones économiques spéciales de la côte, le régime chinois aiguilla les investissements étrangers vers l'intérieur du pays. Wuhan en profita largement, en particulier dans l'automobile, au point d'être aujourd'hui qualifié de « Détroit chinois » par la presse internationale. Wuhan concentre à lui seul 9% de la production automobile chinoise et abrite des centaines de fournisseurs de pièces automobiles, à destination du marché chinois et de l'export. Ainsi PSA Peugeot-Citroën, présent à Wuhan dès les années 1990 en association avec le producteur local Dongfeng, y intensifia sa production, en construisant de nouvelles usines et en y entraînant ses sous-traitants. Particularité supplémentaire, la ville concentrait en 2012, selon *Les Échos*, 40% des investissements français et le plus grand nombre d'entreprises françaises installées en Chine, comme Faurecia, Valeo, Eurocopter, la Société Générale, L'Oréal, Pernod Ricard, Alstom, Total ou Alcatel.

#### DE LA CRISE SANITAIRE À LA CRISE ÉCONOMIQUE

La crise sanitaire, dont l'épicentre fut le Hubei, paralysa quasiment du jour au lendemain une grande partie de l'économie chinoise. L'appareil de production cessa de fonctionner au Hubei, mais pas seulement. Dans Wuhan, pour faire face à la vague épidémique qui débordait largement



Le président Xi Jinping en réunion pendant la crise du Covid.

le système de santé local, les autorités chinoises en arrivèrent à confiner tous les habitants dans leur immeuble, voire dans leur appartement, avec interdiction d'en sortir. Dès fin janvier, à la veille des vacances du Nouvel An chinois, et jusqu'à début avril, pendant 76 jours, Wuhan fut isolé du reste du pays. L'ensemble de la province fut mis sous cloche et confiné. Dans le reste de la Chine, les mesures de distanciation sociale se multiplièrent, les villes et les villages se barricadèrent et s'isolèrent. Les voies de communication entre provinces furent coupées. Fin mars, une grande partie des dizaines de millions de travailleurs migrants qui étaient rentrés dans leur famille dans des provinces éloignées, à l'occasion des vacances du Nouvel An chinois, n'étaient pas revenus, du fait de l'engorgement des trains mais aussi du fait de la multiplication des obstacles à leur retour, les autorités craignant qu'ils ramènent avec eux le virus dans les grandes villes comme Pékin ou Shanghai.

La crise sanitaire s'est rapidement transformée en crise économique. Officiellement, 5 millions de Chinois ont perdu leur emploi entre janvier et février, faisant passer le taux de chômage en zone urbaine de 5,2% à 6,2% plus de 28 millions de chômeurs, un chiffre retombé à 27 millions en mars. En réalité, des dizaines de millions d'emplois non comptabilisés ont disparu, ainsi que les sa-

lares qui vont avec. La classe ouvrière chinoise est vaste. Outre les 60 millions de travailleurs dans les entreprises sous le contrôle de l'État et les 130 millions de travailleurs officiellement recensés dans les entreprises privées, en janvier 2020 la Chine capitaliste exploitait 290 millions<sup>2</sup> de travailleurs ruraux migrants, des travailleurs dont la résidence est enregistrée dans une zone rurale, à l'intérieur ou à l'extérieur de la province, mais qui travaillent dans les zones urbaines ou dans les zones économiques spéciales, très souvent sans être déclarés et avec des droits restreints. Selon différentes sources, sur ces 290 millions de travailleurs ruraux migrants, entre 80 et 170 millions étaient restés fin février en zone rurale ou avaient perdu leur travail. L'organe de presse des milieux d'affaires, *Caixin*, estimait à 70 millions le nombre de chômeurs supplémentaires fin avril. Effet de l'organisation capitaliste de la société, la crise sanitaire s'est traduite par un chômage massif et par une perte de revenus pour des dizaines de millions de travailleurs chinois. Les employés des hôtels, des restaurants, des commerces de détail ont perdu environ la moitié de leurs revenus en février. Dans toutes les villes, l'activité du petit commerce et des services a considérablement ralenti, mettant au bord de la faillite des millions de petits bourgeois à court de trésorerie. Et la catastrophe perdure. Fin avril, le trafic aérien était au tiers de ce qu'il était l'année passée<sup>3</sup>.

La crise sanitaire a donc eu un double effet immédiat. Faute de travailleurs dans les usines, sur les routes, dans les transports, la crise sanitaire a complètement désorganisé les chaînes de production, faisant chuter la production manufac-

2 [http://www.stats.gov.cn/english/PressRelease/202001/t20200117\\_1723398.html](http://www.stats.gov.cn/english/PressRelease/202001/t20200117_1723398.html)

3 [http://french.xinhuanet.com/2020-04/22/c\\_138998484.htm](http://french.xinhuanet.com/2020-04/22/c_138998484.htm)

turière, les ventes, les bénéfices et les investissements, comme jamais. De son point de vue, le patronat a limité les dégâts en privant de revenus des dizaines de millions de travailleurs et de sous-traitants. Si l'on ajoute à cela les millions de petits bourgeois chinois dont l'activité s'est réduite du fait du confinement, les débouchés pour la production de biens de consommation ont été considérablement réduits. Mais, si la crise sanitaire a été le facteur déclenchant de la crise économique, la profondeur des ravages tient à d'autres facteurs, plus fondamentaux, que le coronavirus.

### UNE ÉCONOMIE CHINOISE GROSSE D'UNE CRISE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES

L'organisation capitaliste de la société, basée sur la propriété privée et le profit, est le facteur fondamental. Mais les tendances lourdes à l'œuvre en Chine ont accentué la crise. Au début de la crise, les autorités chinoises espéraient une reprise de l'activité en V, une reprise aussi rapide que la chute l'avait été. Ils ont aujourd'hui remis cette perspective au placard, et cela pour plusieurs raisons. La première de ces raisons est que l'économie chinoise est fortement intégrée à l'économie mondiale. Quoi que disent les autorités chinoises sur la consommation intérieure comme nouveau moteur de la croissance, l'économie chinoise reste fortement dépendante de ses exportations. Les exportations représentent 17% du PIB chinois. Mais ces exportations, qui sont à 95% des biens manufacturés, représentent aussi 43,5% de la production du secteur dit secondaire, celui qui regroupe les industries manufacturières et la construction. Cela veut dire qu'en réalité près de la moitié de l'industrie



La PBOC, la Banque centrale chinoise à Pékin .

chinoise, construction et production énergétique comprises, travaille à un titre ou un autre pour l'exportation. Or la crise économique a gagné la planète, réduisant d'autant les débouchés pour l'industrie chinoise. Et, encore une fois, la consommation intérieure a été amputée des salaires et des revenus de dizaines de millions de travailleurs et de petits bourgeois. Faute de débouchés, il est peu probable que l'industrie redémarre très vite. Même dans les usines qui ont réussi à faire le plein de leurs travailleurs, l'activité était en avril au ralenti et les commandes en berne. Une exception notable : l'industrie du luxe. Ainsi, après le déconfinement, Tesla a battu des records de ventes de ses voitures électriques haut de gamme. La bourgeoisie chinoise a encore de quoi voir venir.

Outre cette dépendance au marché mondial, c'est un fait que la crise sanitaire a frappé le capitalisme chinois alors qu'il ralentit, et de plus en plus sérieusement, depuis plusieurs années. Alors que les investissements restent aussi élevés, les chiffres de la croissance sont chaque année plus bas, reflet d'une efficacité décroissante du capital. En 2019, les statistiques chinoises indiquaient même un recul de 3,3%<sup>4</sup> des profits des moyennes et grandes entreprises par rapport à 2018,

sans doute à cause de la guerre économique avec les États-Unis, mais aussi du fait de la saturation des marchés. Les difficultés du secteur automobile sont en la matière symptomatiques.

Ce ralentissement est d'autant plus significatif qu'il se double d'une explosion de la dette publique et privée. L'endettement total officiel de la Chine, dette publique, entreprises et ménages, atteignait en 2019 la somme astronomique de 43 000 milliards de dollars, 303% du PIB, dont plus d'un tiers est le fait des entreprises et des banques. L'endettement chinois s'est envolé lors la mise en place des différents plans de sauvetage visant à contrebalancer les effets de la crise de 2009 et le ralentissement du commerce mondial qui a suivi. C'est par la dette que la bourgeoisie chinoise a maintenu sous perfusion toute une partie de ses entreprises, certaines étant même qualifiées de zombies, ce qui lui a permis de continuer à engranger des profits ces dernières années, malgré les difficultés externes et internes. La majorité des prêts et emprunts sont opérés par des banques et des entreprises étatiques. C'est en s'endettant qu'elle ont développé ou poursuivi leurs activités. Les banques ont ainsi accru très fortement leurs prêts vers l'immobilier, la construction, les infrastructures et les collec-

4 <http://data.stats.gov.cn/english/swf.htm?m=turnto&id=140>

tivités locales, ce qui a été à la source de la bulle immobilière et des surcapacités dans la production d'acier, d'aluminium, que l'État chinois s'emploie à réduire depuis. Lorsqu'en 2010 le gouvernement a resserré sa politique monétaire, c'est le Shadow Banking, la banque de l'ombre, qui a soutenu l'endettement et qui fait que les chiffres officiels de la dette sont probablement sous-évalués.

Si la crise sanitaire conduit à tant de dégâts dans l'économie, c'est parce que celle-ci a accumulé tant de contradictions que n'importe quel événement d'ampleur l'aurait conduite à un krach. C'est par le biais des crises que l'économie capitaliste se relance, restaure le taux de profit des entreprises, en éliminant les branches mortes dont elle n'arrivait pas jusqu'à se débarrasser, et plongeant en même temps la société dans le chaos.

Dans l'immédiat, la dette a une autre conséquence. Lors de la crise de 2008, l'État chinois avait dans un premier temps mis 4 000 milliards de yuans (574 milliards de dollars) sur la table pour un plan de relance massif. Rien que ce plan de relance représentait alors 13 % du PIB annuel chinois. La bourgeoisie chinoise, mais en fait toute la bourgeoisie internatio-

nale qui fournissait la Chine en matières premières et autres composants et services, avait été ainsi mise sous perfusion. À ce jour, après la crise sanitaire du coronavirus, les mesures annoncées par l'État chinois ne représentent que 3 % du PIB, essentiellement des mesures de soutien aux entreprises, des reports de taxes, de cotisations sociales, des facilités pour les banques dans l'espoir qu'elles aideront les petites entreprises en difficulté de trésorerie, ou encore des bons d'achat distribués à la population pour la faire revenir dans les commerces. Le niveau d'endettement chinois offre aujourd'hui beaucoup moins de marge de manœuvre au gouvernement qu'en 2008-2009. Son accroissement augmenterait les risques de défauts de paiement et la spéculation sur les taux d'intérêt, c'est-à-dire pourrait déplacer la crise sur ce terrain. Sans compter qu'une dette, cela se rembourse, et on peut être sûr que l'État chinois et la bourgeoisie chinoise la feront payer aux travailleurs. Si, pour éviter de creuser l'endettement, la Chine s'employait à de la pure création monétaire, en mettant directement à la disposition des banques et des entreprises des centaines de milliards de yuans, une partie de ces sommes ne manque-

rait pas de s'investir dans ce qui peut rapporter à court ou à long terme, l'immobilier et les marchés financiers, déplaçant l'instabilité sur ces secteurs, comme cela fut déjà le cas ces dix dernières années. Le prix de l'immobilier est déjà si élevé en Chine que, pour acheter un appartement de 100 m<sup>2</sup>, il faut 55 ans, plus qu'une vie de travailleur, à un habitant de Pékin dont les revenus sont ceux de la moyenne, c'est-à-dire bien supérieurs à ceux des ouvriers. Même dans l'ouest de la Chine, à Chongqing par exemple, un tel achat représente 20 années de revenus moyens. Quoi qu'il en soit, toute une partie des milieux d'affaires fait d'ores et déjà pression pour que l'État double, voire triple les sommes mises à la disposition du capitalisme chinois, certains poussant vers les investissements en infrastructures, d'autres vers la mise à disposition de facilités monétaires et budgétaires pour les entreprises, selon les intérêts qu'ils défendent.

Quelle que soit l'évolution de la crise, avec mise en place de plans de relance ou pas, c'est à la classe ouvrière et aux couches inférieures de la petite bourgeoisie que sera présentée la facture. Des dizaines de millions de travailleurs la payent déjà par des revenus amputés, par des salaires dus et non payés ce qui entraîne des grèves ici ou là, par les licenciements, par le chômage. Des milliers et des milliers de chauffeurs de taxi, qui n'ont pas pu travailler pendant des semaines, se révoltent contre leurs centrales pour leur imposer une diminution de leurs loyers. Ces réactions, pour l'instant éparpillées et très minoritaires, rappellent en tout cas aux autorités chinoises que la classe ouvrière existe, et qu'on ne peut la payer de mots.



Nombre de travailleurs migrants ont quitté les centres industriels.

6 mai 2020



## Algérie : crise sanitaire et crise sociale

**Le 21 février, un an après le début du mouvement populaire déclenché en Algérie par la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat, des cortèges nombreux réclamaient toujours, pour le cinquante-troisième vendredi consécutif, la fin du « système » dont il a été longtemps le président. Trois jours plus tard, le premier cas de coronavirus était relevé en Algérie, et à la mi-mars, face à la pandémie, les manifestants décidaient de suspendre le plus important mouvement de contestation populaire que le pays ait connu depuis 1962. Avec 500 décès annoncés à la date du 10 mai, celui-ci était le plus touché du continent africain.**

Si la crise sanitaire est pour l'instant restée limitée comparée à celle des pays européens, elle vient aggraver la crise politique, économique et sociale qui avait donné naissance au mouvement (le « Hirak » en arabe) et que la crise globale de l'économie ne pourra encore qu'aggraver.

### LA PANDÉMIE MET UN TERME À UN AN DE CONTESTATION

Le 2 avril 2019, sous la pression populaire, le chef de l'armée Ahmed Gaïd Salah poussait le président Abdelaziz Bouteflika à la démission. Tous les leaders des partis dits d'opposition, qui des islamistes aux démocrates avaient tous, à un moment ou un autre, collaboré avec le pouvoir, étaient rejetés des manifestations, sans qu'aucune direction reconnue ne réussisse à s'imposer à la tête du mouvement.

Répondant à des appels sur les réseaux sociaux, des millions de personnes ont continué à manifester pour exiger la fin du système politique en

vigueur. Le peuple algérien demandait des comptes à un pouvoir mis en place au lendemain de l'indépendance en 1962 et dont l'armée a toujours constitué la colonne vertébrale. Tous les dignitaires du régime étaient accusés d'avoir pillé les richesses du pays. « Qu'ils partent tous ! », devenait le slogan du mouvement.

Le chef de l'armée Ahmed Gaïd Salah, nouvel homme fort du pouvoir, tenta les semaines suivantes de désamorcer un mouvement qui

restait puissant. Il mena tambour battant une « opération mains propres » qui conduisit en prison de grands patrons, des hauts fonctionnaires, une dizaine de ministres et même deux ex-Premiers ministres. Cette opération marqua favorablement l'opinion populaire et réduisit l'ampleur des manifestations. Mais en même temps, les déclarations, les tentatives d'intimidation de Gaïd Salah et ses manœuvres de division, comme les arrestations de porteurs du drapeau berbère, ali-



Anniversaire du début du Hirak à Kherrata, lieu de la première grande manifestation du 16 février 2019, contre le cinquième mandat de Bouteflika.



**Grands patrons victimes de l'opération mains propres ou de règlements de compte.**

mentèrent la colère de bien des manifestants. Tous rejetaient les solutions politiques émanant de Gaïd Salah et derrière lui de l'armée. L'élection présidentielle prévue le 4 juillet dut être annulée. C'est seulement le 13 décembre 2019 qu'elle put avoir lieu, malgré les nombreuses manifestations et les appels au boycott et avec des candidats apparaissant comme tous liés au système, les partis dits d'opposition décidant de ne pas y présenter de candidats. L'abstention, massive, atteignit près de 60 % dans certaines régions.

Abdelmadjid Tebboune fut élu dès le premier tour, après une campagne où il avait tendu la main au Hirak en le qualifiant de « béni ». Il promettait également d'augmenter le salaire minimum et de supprimer l'impôt sur le revenu, l'IRG, pour les bas salaires. Seul candidat à parler du pouvoir d'achat, il a pu bénéficier des voix d'une fraction des couches populaires et d'une population aspirant à une certaine stabilité.

Élu par une petite fraction de l'électorat, fragilisé par la mort de Gaïd Salah qui était un de ses principaux soutiens au sein de l'armée, Tebboune a compensé son manque de légitimité en multipliant les annonces sur la moralisation de la vie publique, la lutte contre la corruption et la réforme de la constitution. En janvier 2020, il s'est engagé à améliorer les li-



**Abdelmadjid Tebboune, 75 ans, président de la République, ex-premier ministre de Bouteflika.**

bertés individuelles et a donné quelques gages en faisant libérer des détenus et en appelant au dialogue avec les partisans du Hirak. Mais alors que des manifestants étaient libérés, d'autres restaient en prison et la police procédait régulièrement à de nouvelles arrestations.

### EN MARGE DU HIRAK, UNE CONTESTATION SOCIALE PERLÉE

La loi de finances et le programme d'austérité annoncés en janvier 2020 pour relancer l'économie allaient à l'encontre des promesses concernant le pouvoir d'achat. Et cela a eu raison des quelques espoirs que l'élection de Tebboune avait suscités. La pandémie est survenue alors que l'économie du pays était déjà exsangue, notamment du fait de la chute qu'ont connue les cours pétroliers depuis 2014.

Le secteur du montage automobile, que le pouvoir avait activement soutenu, a été mis au ralenti, du fait de l'arrêt de l'importation des kits de montage, mais aussi de l'arrestation

de plusieurs grands patrons du secteur dans le cadre de l'opération mains propres de Gaïd Salah. Ceux-ci ont été incarcérés, accusés de corruption, comme Mourad Oulm, PDG du groupe SOVAC qui assemble et distribue des véhicules Volkswagen.

Dans le secteur du BTP, 60 % des entreprises ont fait faillite en 2019, à la suite de l'arrêt des grands chantiers financés par l'État. Maçons, couvreurs et architectes se sont retrouvés au chômage. Cet hiver, les faillites ont été nombreuses également dans le secteur du commerce et de la distribution. Selon certains experts, 3200 entreprises ont dû fermer et licencier des centaines de milliers de salariés au cours de l'année 2019. Le secteur public n'a pas été épargné, certaines entreprises ont été à l'arrêt et des travailleurs contractuels ont été les premiers licenciés.

En marge du Hirak, à partir de l'automne 2019, une contestation sociale perlée s'est exprimée dans tout le pays. Face à un quotidien et à des conditions de vie dégradés, des protestations se sont organisées pour l'accès au logement, pour réclamer le raccordement au gaz ou l'entretien de routes défoncées. Des travailleurs en contrat aidé, sous-payés et précaires, ont fait grève pour exiger l'embauche qu'on leur avait promise et qui n'est jamais arrivée. Dans certaines entreprises, les travailleurs doivent se battre pour exiger leur salaire, qui parfois ne leur a pas été versé depuis des mois.

Commencée en octobre et partie de la base, la grève nationale des enseignants du primaire a aussi été arrêtée par la pandémie. Durant cinq mois, ceux-ci ont réclamé leurs arriérés de salaire et dénoncé leurs conditions de travail dans des écoles surchargées et sous-équipées. Si cette grève a eu un écho favorable dans la population, le gouvernement,

lui, est resté sourd aux revendications des enseignants, n'hésitant pas à les réprimer et accusant les grévistes d'être manipulés.

La pandémie et la chute des prix du pétrole sont ainsi intervenues au moment où des millions de travailleurs étaient confrontés à une baisse de leurs revenus du fait de l'inflation et de plus craignaient de perdre un salaire dont dépend le sort de leur famille.

## LA CRISE SANITAIRE

Le confinement et le couvre-feu mis en place depuis le 23 mars ont aggravé la crise sociale et aussi mis en lumière l'état d'abandon des hôpitaux publics.

Depuis des années ceux-ci font face à un manque cruel de moyens que les personnels de santé n'ont pas cessé de dénoncer. Les annonces rassurantes de Tebboune affirmant que « la situation est sous contrôle » et que les masques arrivent, sont contredites par la pénurie sur le terrain, en lits, matériel, moyens de protection et médicaments. Sans parler de la pénurie de médecins, qui ces dernières années ont quitté le pays par milliers pour l'Europe ou le Canada, en quête de meilleurs salaires et conditions de travail.

Outre la pénurie, les person-

nels de santé se sont heurtés à des directions parfois autoritaires qui n'ont pas hésité à sanctionner les absents, sans se soucier des problèmes de transport ou de garde d'enfants auxquels ceux-ci étaient confrontés. Quant aux bus réquisitionnés, ils ne sont pas toujours réservés aux soignants et restent bondés. Tebboune a aussi annoncé une prime pour les soignants qui sortent travailler et se mettent ainsi en danger, mais sera-t-elle réservée uniquement à ceux qui soignent les patients atteints du Covid-19? La colère s'est exprimée à ce sujet dans certains hôpitaux.

Face aux défaillances de l'État et du gouvernement, les habitants de nombreuses villes et villages n'ont pas attendu pour tenter d'agir contre la pandémie. Organisés dans des associations ou dans des comités, ils ont multiplié les initiatives afin de mettre sur pied la solidarité, l'aide aux plus démunis, et diffuser l'information sur la propagation du virus et les gestes barrières. Méfiant face à de telles initiatives, Tebboune les a saluées tout en demandant qu'elles soient encadrées par l'État, sans cependant pouvoir l'imposer.

En pleine crise sanitaire, le gouvernement a annoncé une réforme du secteur de la santé. Pour la faire accepter par les médecins, il a cédé à une des

revendications portées par leur grève de 2018. Il supprime le service civil de cinq ans qui leur était imposé après leurs études et qui permettait aux populations du sud d'avoir accès aux soins. Il n'est pas sûr que la promesse de doubler le salaire des médecins du nord du pays qui accepteront de s'installer dans le sud suffira pour assurer l'accès aux soins de populations qui se sentent déjà marginalisées.

Les personnels ont bien des raisons de craindre que cette réforme du système de santé prépare sa privatisation, à un moment où les financements publics sont en chute libre du fait de la crise pétrolière.

## CRISE PÉTROLIÈRE ET CONSÉQUENCES SOCIALES

Heureusement, les conséquences de la pandémie sont pour l'instant limitées en nombre de cas de contamination et de décès. En revanche, les conséquences pour l'économie sont déjà désastreuses. Le confinement a conduit à l'arrêt partiel ou total d'une partie de l'activité. Le gouvernement a ordonné la mise en congé exceptionnel rémunéré de 50% des salariés dans tous les secteurs d'activité, publics et privés. Dans la réalité, des travailleurs en congé n'ont pas touché leur paye et ces congés



Manifestations de soignants du coronavirus.



Des salariées de l'hôpital Bouzidi de Bordj Bou Arréridj revendiquent des moyens de protection (11 mai 2020).

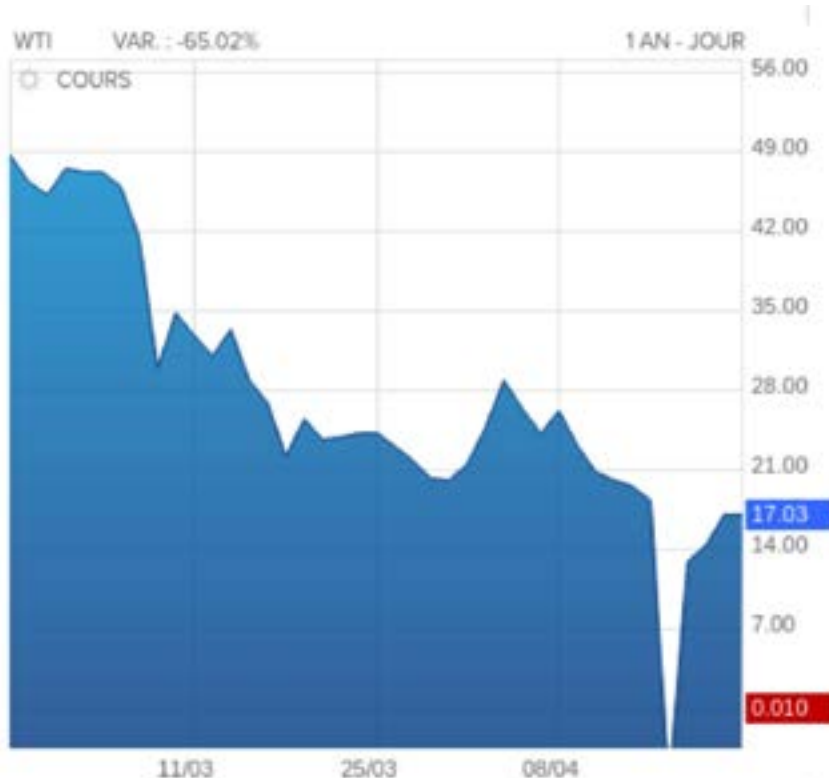
s'apparentent souvent à des licenciements déguisés. Le gouvernement promet des aides publiques aux patrons qui joueraient le jeu, mais ces derniers veulent le beurre et l'argent du beurre. Ils réclament des aides publiques tout en justifiant le non-paiement des salaires.

Le chômage a augmenté, sans que l'on puisse disposer de chiffres officiels fiables, d'autant plus que l'emploi informel domine dans de nombreux secteurs comme le commerce, la restauration ou les transports. L'aide d'urgence de 10 000 dinars accordée aux plus démunis, équivalente à la moitié du salaire minimum, a été vite dépensée. Les classes populaires n'ont pas fini de subir les effets de la crise.

L'arrêt de l'économie mondiale a accéléré en mars la chute des cours du pétrole, lourde de conséquences. Avec un baril à environ 25 dollars, soit quatre fois moins élevé qu'en 2014 et inférieur de 60% aux cours de début janvier, les rentrées en devises du pays, qui proviennent à 95% des exportations en hydrocarbures, sont en chute libre. Alors que le coût de production du pétrole des sites algériens les plus rentables est estimé à 20 dollars le baril, c'est une catastrophe pour l'économie.

Les réserves de change constituées durant la période où le baril s'échangeait à 100 dollars sont passées de 187 milliards en 2014, à environ 44 milliards. Elles ont pour l'instant évité un recours à l'endettement auprès du FMI. Mais le recul des recettes pétrolières, de 37 à 20 milliards de dollars, change la donne et a déjà contraint Tebboune à prendre des mesures drastiques, comme la réduction de moitié du budget de fonctionnement de l'État.

Le 8 mai dernier, soucieux de contenir la contestation sociale qui couve depuis des mois, Tebboune n'en a pas moins an-



Baisse du prix du pétrole.

noncé la régularisation des travailleurs en pré-emploi, une augmentation du salaire minimum de 18 000 à 20 000 dinars (soit 140 euros), et la suppression de l'impôt sur le revenu pour les travailleurs percevant un salaire inférieur à 30 000 dinars (210 euros). Mais ces quelques milliers de dinars de plus, s'ils arrivent vraiment dans la poche de ceux qui ont des petits salaires, ne leur permettront guère de faire face aux dépenses croissantes du quotidien.

Pour renflouer les caisses de l'État, Tebboune affirme ne pas vouloir contracter de dettes auprès du FMI, afin de ne pas compromettre la souveraineté de l'Algérie. Cultivant le patriotisme économique pour faire passer sa politique, il prétend compenser la baisse des recettes pétrolières en développant l'agriculture saharienne et en exploitant d'autres matières premières peu exploitées dont le sous-sol algérien est riche, comme l'uranium, l'or et le phosphate. Il prétend taxer le secteur informel, dont les

activités sont évaluées à 42 milliards d'euros. Mais comment fera-t-il pour contrôler ces circuits? Récemment, il s'était engagé à stabiliser les prix de la viande qui flambent durant le mois de ramadan. Ses injonctions aux barons du secteur sont restées sans effet, la loi du profit est plus puissante.

Quels que soient ces discours, de nouvelles attaques se préparent à l'encontre des classes populaires. Il est question de remettre en cause les subventions sur le gaz, l'essence ou l'électricité, et on peut se demander ce qu'il en sera des subventions sur les produits de première nécessité tels que le lait, l'huile, la semoule. Depuis des années le grand patronat a qualifié ces subventions de primes à l'émeute et a réclaté leur suppression. Il est vrai que durant l'année écoulée, les grands patrons ont dû ravalé leur morgue et leur mépris envers les classes populaires, qu'ils traitaient de fainéantes et d'assistées au bénéfice desquelles l'État aurait dilapidé l'argent du pétrole. Dans toutes



les villes du pays un des slogans les plus repris et qui leur était adressé était : « Klitou el bled, ya serrakin ! ». (« Vous avez pillé le pays, bande de voleurs ! »).

Depuis le début, le Hirak a été porté par une jeunesse nombreuse, et par l'espoir de vivre dans une « Algérie libre et démocratique ». De nombreuses forces politiques y ont participé en tentant de s'en servir et d'y imprimer leur marque. Mais des démocrates du PAD, le Pacte de l'Alternative démocratique, à ceux de la Dynamique de la société civile et aux islamistes de toute obédience, aucune n'a réussi à s'imposer à sa tête. Les courants islamistes pour l'instant ne sont pas apparus à l'ensemble de la population comme une perspective crédible, et cela malgré l'activisme des partisans d'ex-responsables du FIS (Front islamique du salut) tel qu'Ali Belhadj ou Mohamed Larbi Zitout, en exil à Londres depuis 1995, d'où il anime une chaîne de télévision très suivie en Algérie.

Presque toutes ces forces politiques avaient été domestiquées par Bouteflika, qu'elles ont soutenu à un moment ou un autre. Bien que concurrentes, elles ont en commun le fait d'être prêtes à servir fidèlement les intérêts de la bourgeoisie algérienne et d'avoir, au sein du Hirak, ignoré les intérêts des classes populaires.

Aujourd'hui, Bouteflika n'est plus au pouvoir mais le « système » est toujours là, celui contre lequel se sont concentrés les slogans du Hirak. Les droits des travailleurs sont bafoués et leur quotidien s'est dégradé. Mais ce mouvement, qui a secoué la société algérienne pendant un an, a mis un terme à la peur et à la résignation des classes populaires même s'il n'a pas donné de réponse à leurs espoirs. La persistance des marches hebdomadaires du vendredi et du mardi a permis



Arrestation d'un manifestant en mars 2020.

aux manifestants de se retrouver et de défendre leur droit de s'exprimer dans l'espace public. Chaque semaine, le pouvoir a tenté de circonscrire ce mouvement dont il subissait la pression, sans réussir à y mettre fin.

Avec la pandémie les marches ont cessé, mais la censure, les arrestations de militants, de blogueurs, de journalistes, elles, ont continué. En même temps qu'il persiste à vouloir intimider les partisans du Hirak, le gouvernement, par ses annonces concernant le salaire minimum et l'IRG, veut apparaître soucieux des difficultés des classes populaires. Mais ces mesures sont bien peu de chose face à l'effondrement du pouvoir d'achat déjà sensible et à celui qui attend la population.

Même si le gouvernement voulait réellement apaiser le mécontentement social, il n'aura pas les moyens financiers qu'il a eus par le passé pour amortir le choc de la crise à venir. Le pays se retrouve étranglé par la chute historique et durable des cours pétroliers et par les conséquences de la crise générale du capitalisme. Pour répondre aux exigences des classes dominantes algériennes et du FMI, Tebboune n'aura pas d'autre choix que de mener une politique d'austérité drastique. Mais il lui sera difficile de l'imposer à une population qui vient de montrer combien elle

était capable de relever la tête. L'immense remous social qui a secoué le pays, inédit par son ampleur et sa durée, a laissé des traces dans les consciences. Cette combativité exprimée est un gage pour l'avenir alors que la crise va enfoncer dans la pauvreté des millions de travailleurs, paysans et petits commerçants.

Mais pour les classes exploitées, le combat pour une vie digne et libre ne sera pas fini tant que perdurera la domination économique et politique de la bourgeoisie algérienne et, derrière elle, du système capitaliste mondial. Seule la classe ouvrière peut, en se portant à la tête des classes populaires et en combattant pour ses intérêts propres, abattre ce système de domination. Tout en se joignant aux foules mobilisées dans le Hirak, elle n'est pas vraiment apparue jusqu'à présent en tant que classe, solidaire, consciente de ses intérêts collectifs et porteuse d'objectifs révolutionnaires. La période qui s'ouvre, avec l'aggravation prévisible de la situation économique, la placera de plus en plus face à cette nécessité. Et elle est la seule classe qui puisse tracer une perspective de renversement du capitalisme, seule façon de répondre aux espoirs d'émancipation exprimés depuis un an par les classes populaires algériennes.

11 mai 2020



## Italie: les ravages du virus et ceux du capitalisme

**Avec plus de 30 000 morts en dix semaines, l'Italie est l'un des pays européens où la pandémie de coronavirus a fait le plus de victimes, concentrées dans les régions les plus développées et les plus peuplées du Nord. À cette hécatombe s'ajoutent les répercussions de la crise au niveau économique et social, qui plongent des dizaines de milliers de travailleurs dans la pauvreté et menacent toute la classe ouvrière.**

La crise provoquée par la pandémie a d'abord illustré la situation dramatique du système de santé italien. Derrière les affirmations cocardières sur «*l'excellence du système de santé que le monde nous envie*», la réalité est une baisse continue de moyens. D'après les statistiques de l'OCDE, le nombre de lits disponibles dans les hôpitaux a baissé de 35% entre 2000 et 2019, passant de 298 000 à 192 000.

### UN SYSTÈME SANITAIRE QUI SOIGNE LES INVESTISSEURS

Comme dans tous les pays développés, cette évolution en chute libre est le résultat d'une série de réformes de la Santé qui ont sanctionné le désengagement financier de l'État d'une part, tout en développant un secteur privé extrêmement lucratif d'autre part, se consacrant avant tout aux procédures et aux soins les plus rémunérateurs.

La régionalisation du système de santé aggrave ces caractéristiques, en y ajoutant une inégalité importante d'accès aux soins suivant les régions. Les régions chapeautent 225 ASL (les agences sanitaires

locales), qui gèrent 1488 structures publiques et privées, de l'hôpital à la maison de santé en passant par les maisons de repos. La régionalisation de la santé permet à chaque région une politique autonome. Les affaires de corruption, qui éclatent régulièrement autour de la gestion des structures sanitaires, illustrent le fait que la santé est un secteur idéal pour enrichir les entrepreneurs qui remportent les marchés des hôpitaux publics ou investissent dans le secteur privé, et les politiciens qui prélèvent leur commission au passage.

Le parcours de Roberto Formigoni en est un bon exemple.

Proche de Berlusconi, qui le surnommait «*le gouverneur à vie de la Lombardie*», Formigoni a régné sur cette région pendant dix-huit ans, entre 1995 et 2013. Il a finalement été condamné, après de multiples affaires de corruption. Parmi les scandales les plus retentissants figurait l'accusation d'avoir favorisé l'expansion de l'hôpital privé San Raffaele de Milan, en échange de plusieurs millions.

Cet hôpital, emblématique du détournement des fonds de la région vers les poches des investisseurs, a d'ailleurs été racheté, en 2012, par le groupe hospitalier privé San Donato,



**Travailleurs précaires de la santé à Catanzaro (Calabre), en octobre 2019: «*Utilisés et jetés à la rue ensuite!*»**

à la tête de dix-huit hôpitaux, dont dix-sept en Lombardie. Fondateur et dirigeant du groupe, feu Giuseppe Rotelli avait été auparavant président du comité régional de programmation sanitaire de la région lombarde. Une place en or pour favoriser le développement de son empire privé et y faire affluer les ressources financières de la région.

Spécialisé dans les activités les plus rentables, le secteur privé abandonne au maigre secteur public les services d'urgence et de réanimation, les fameuses « premières lignes » de la guerre contre l'épidémie. Pour les patients, le recours au secteur privé permet d'éviter des mois d'attente et d'avoir une chance de se faire soigner, à condition bien entendu d'en avoir les moyens.

Dans les régions moins riches du sud du pays, la crise du système sanitaire est encore plus aiguë, les capacités des services d'urgence et de réanimation encore plus réduites. La crainte de tous les travailleurs de la santé au plus fort de l'épidémie, était d'ailleurs de voir la maladie se développer dans ces régions, qui auraient été incapables d'y faire face mais ont été fort heureusement jusqu'à présent relativement épargnées.

À la faveur de la crise sanitaire, il est aujourd'hui de bon ton pour tous les politiciens d'applaudir aux sacrifices des soignants et de leur promettre des moyens, en oubliant soigneusement les sujets qui fâchent, comme leur propre responsabilité et celle des gouvernements passés dans cette pénurie de moyens.

Dans les faits, le personnel sanitaire paye effectivement lourdement la situation de pénurie dans laquelle il a dû travailler. Fin avril, on comptait près de 20 000 contaminés et 185 morts parmi le personnel soignant. Au même moment, les travailleurs de la santé dé-



NURSE TIMES

À l'hôpital de Crémone, une infirmière s'endort épuisée après une nuit de travail (9 mars 2020).



FORUM

Le 19 mars, à Bergame, l'armée évacue les morts trop nombreux pour les services funéraires de la ville.

nonçaient la politique d'hôpitaux et de structures sanitaires refusant de déclarer en accident du travail des soignants contaminés, au prétexte que la maladie s'était déclarée alors qu'ils étaient en repos. Voilà qui donne la juste mesure de la « reconnaissance éternelle » proclamée en toutes occasions par les autorités.

#### LA MACHINE À PROFIT NE DOIT PAS S'ARRÊTER

À la situation d'indigence sanitaire s'est ajoutée la politique de la bourgeoisie, bien décidée à maintenir ses profits coûte que coûte. La situation dramatique dans la région de Bergame en est l'exemple le plus terrible. L'image des dizaines de

camions militaires parcourant en file les rues désertes pour évacuer des centaines de morts que les services funéraires de la ville, saturés, ne pouvaient plus prendre en charge, a frappé les esprits.

Située à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Milan, Bergame n'est pas une mégapole. Cette ville de 120 000 habitants est pourtant passée, entre le 23 février et le 1<sup>er</sup> mars, de deux à 220 cas de Covid-19 officiellement recensés. C'était le début d'une croissance exponentielle du nombre de malades et de morts. Durant le seul mois de mars, la région bergamasque a compté près de 200 morts par jour.

Et pourtant, contrairement à d'autres villes lombardes comme Codogno, décrétée zone

rouge, c'est-à-dire complètement isolée du reste du pays, dès le 1<sup>er</sup> mars, après qu'on y a dénombré 50 cas, Bergame n'a fait l'objet d'aucune mesure particulière.

«*L'hécatombe a une seule origine : les patrons n'ont jamais voulu arrêter les usines. En nous faisant aller travailler chaque jour, ils ont mis nos vies en danger et ont contribué à la mort de centaines, de milliers de personnes fragiles, auxquelles ils nous ont fait ramener le virus. Ce sont des criminels*», expliquait, en larmes, une travailleuse d'une des usines de la Val Seriana.

Cette zone de la province de Bergame concentre des centaines d'entreprises où travaillent des milliers de salariés. On y trouve de grands groupes comme Tenaris, qui fabrique des infrastructures pour la prospection et l'extraction de pétrole et de gaz et qui appartient aux Rocca, l'une des dix familles les plus riches du pays, ou encore ABB, groupe à capitaux suisses et suédois, spécialisé dans la production de systèmes robotiques de pointe. La région concentre également de nombreux sous-traitants de l'automobile grands et petits, qui se sont installés près des usines automobiles de Lombardie et du Piémont. Parmi eux, l'usine Persico, avec ses 500 travailleurs, est représentative de l'importante couche de patrons de petites et moyennes entreprises. Son patron, Pierino Persico, a été l'un des militants contre la zone rouge, de même que tout le patronat local, promoteur d'une campagne Bergamo non si ferma (Bergame ne s'arrête pas), à laquelle s'est associé dans un premier temps le maire de la ville. Ce dernier a fini par changer de discours devant l'ampleur de la catastrophe et le mécontentement de la population. Mais le patronat, les yeux rivés sur le chiffre d'affaires, a continué à exiger des

travailleurs qu'ils viennent risquer leur peau chaque jour. Le 5 mars, dans un journal local, un patron dont le paternalisme n'excluait pas la bêtise répondait à la question du maintien de son activité : «*Mes ouvriers, j'en prends soin. Ils sont plus en sécurité dans l'usine que chez eux, où ils sont plus à l'étroit.*»

L'exemple du patronat bergamasque illustre le comportement de toute la bourgeoisie. Le 28 février la Confindustria, le Medef italien, lançait une campagne sur les réseaux sociaux «*Yes, we work!*» (Oui, nous travaillons !) et le président de l'organisation patronale en Lombardie, Bonometti, expliquait qu'il ne fallait pas «*ternir l'image de la Lombardie, capitale économique du pays*». C'est effectivement depuis le bastion du capitalisme italien, ce nord du pays comptant le plus grand nombre d'entreprises et concentrant l'activité économique, que la bourgeoisie italienne a donné de la voix pendant la phase la plus aiguë de la crise sanitaire, pour dicter ses conditions au gouvernement. Celles-ci se résumaient au programme universel de la classe capitaliste : que l'État n'impose aucune contrainte et qu'il ouvre grand les robinets de l'argent public pour arroser les entreprises.

#### CONFINÉS OU DÉCONFINÉS, LES TRAVAILLEURS PAYENT LA NOTE

Le gouvernement Conte, tout prêt à suivre cette feuille de route, devait tout de même tenter d'endiguer la catastrophe sanitaire. Mais les mesures de confinement mises en place sur tout le territoire le 9 mars n'excluaient pas les déplacements pour aller travailler dans des conditions de sécurité insuffisantes, voire inexistantes. Dans le secteur de la logistique par exemple, dont les plus grands

entrepôts sont situés dans le Nord, des dizaines de travailleurs ont été contaminés et certains y ont laissé la vie. Dans les secteurs dont l'activité ne pouvait pas s'arrêter, comme les usines de l'agroalimentaire, il a fallu se battre pour obtenir des protections. Une usine de produits surgelés de Reggio Emilia, Pregel, a déclenché un scandale en licenciant un délégué syndical qui avait eu le tort de réclamer des mesures, poussant le cynisme jusqu'à lui reprocher d'avoir toussé devant un collègue sans se couvrir le nez et la bouche. Devant le scandale médiatique, elle a dû reculer et le réintégrer.

Dès le 12 mars, l'obligation de continuer le travail dans beaucoup de secteurs non essentiels a entraîné des débrayages de travailleurs, en particulier dans le Nord, mais aussi dans plusieurs grandes entreprises du Sud. Des mouvements spontanés ont eu lieu aux chantiers navals Fincantieri de Marghera, à la Bitron de Milan, à l'Afla Acciaia de Brescia, parmi les travailleurs d'un gigantesque centre d'appels de Palerme, en Sicile. À Mantoue, dans le nord, les 450 ouvriers de l'entreprise textile Cornelianani refusaient de travailler en disant : «*Il n'y a pas des citoyens de série A et d'autres de série B. Le droit à la santé est le même pour tous et appartient à tous.*» Ce large mouvement de protestation a poussé les très modérées directions nationales des syndicats à menacer d'une journée de grève générale si rien n'était fait.

Le gouvernement Conte a fini par décréter le 23 mars la fermeture des entreprises non essentielles. Mais la liste des exceptions, dictée par le grand patronat, allait de la métallurgie à la chimie, en passant par le caoutchouc et même l'industrie de l'armement. La décision d'arrêter la production de certaines grandes entreprises,

AGILIT



Les délégués syndicaux de l'usine Lobo, à Milan, manifestent au nom des 272 ouvriers en grève sous le slogan «*Nous ne sommes pas sacrifiables*».

comme FCA (Fiat Chrysler Automobiles), résultait bien davantage du manque de pièces ou de débouchés, que de la volonté de protéger la santé des travailleurs.

Dès le lendemain de l'annonce du décret, les grèves ont donc recommencé dans plusieurs entreprises, contraignant les dirigeants syndicaux à menacer à nouveau d'une grève générale, tout en suppliant le gouvernement de leur donner le moyen de l'éviter. Ainsi Landini, le secrétaire général de la CGIL, interviewé le 24 mars, s'exclamait : «*Le Premier ministre Conte peut arrêter la grève et éviter ainsi qu'on tue l'avenir.*» On est donc reparti pour une séance de vidéo-négociations, qui a abouti à un décret modifié, dont les directions syndicales se sont immédiatement déclarées satisfaites. En réalité, sous prétexte de maintenir des productions indispensables aux secteurs essentiels, comme le plastique des emballages de médicaments ou de produits alimentaires, ou le textile nécessaire à la fabrication de masques ou surblouses, la liste des exceptions était suffisamment floue et large pour ne pas gêner les patrons voulant continuer à produire.

Si des centaines de milliers de travailleurs n'ont donc pratiquement pas cessé de se rendre

dans les entreprises, la peur au ventre, d'autres, les plus précaires, ont perdu leur source de revenu et ont plongé dans la pauvreté. Les travailleurs sans contrat, employés au noir, dont on estime le nombre à trois millions, les quatre millions de travailleurs indépendants, de précaires, employés dans les bars, les hôtels, le secteur du ménage ou de l'aide à la personne, se retrouvent sans revenus et sans aides de l'État.

D'après Caritas, association caritative liée aux paroisses catholiques qui joue un rôle d'autant plus important que le secteur public d'aides sociales est défaillant, le nombre de pauvres nécessitant une aide alimentaire d'urgence a doublé depuis le début de l'épidémie. «*En avril, 40 000 personnes supplémentaires se sont adressées à nous pour recevoir des dons alimentaires. Nous avons vu arriver des ouvriers du bâtiment, des travailleurs saisonniers, des travailleurs précaires, mais aussi des petits commerçants*», explique l'association.

La pauvreté touchait déjà une fraction importante des travailleurs, auxquels l'arrêt d'activité dû au confinement a porté le coup fatal. La presse en a rapporté de nombreux témoignages, tel celui d'une Milanaise de 46 ans, venant pour la première fois à une distribu-

tion d'aide alimentaire. Cette mère de deux enfants adultes encore à charge racontait avoir perdu les deux contrats qui faisaient vivre, tant bien que mal la famille. Femme de ménage dans un cabinet de dentistes la semaine et aide à domicile le week-end, elle exerçait l'un de ces emplois au noir et l'autre, celui d'aide à domicile, ne lui ouvrait pas de droits au chômage partiel. Elle a donc perdu toute source de revenus, de même que sa fille, animatrice périscolaire dans les écoles. «*Avec ce qui rentrait à la maison, on pouvait déjà à peine faire face. Là, quand il n'est plus resté qu'un paquet de pâtes dans le placard, il a bien fallu aller demander de l'aide*», a-t-elle raconté.

## LE GOUVERNEMENT FACE À LA CRISE

Le gouvernement actuel, en place depuis l'automne dernier, est le résultat de laborieuses tractations entre le Parti démocrate (PD) de centre gauche et le Mouvement 5 étoiles (M5S), fondé par l'ex-comique Beppe Grillo, qui se voulait mouvement citoyen au-dessus des partis. C'est une crise politique provoquée par Salvini, le dirigeant du parti d'extrême droite La Ligue, qui est à l'origine de cet accord bancal.

Salvini était encore, il y a moins d'un an, le ministre de l'Intérieur du gouvernement Conte premier du nom. Fort du résultat des élections européennes, dont son parti sortait largement en tête, en partie aux dépens du M5S, il pensait le moment venu de retourner aux urnes et de gouverner seul et a donc rompu l'alliance en août dernier. Pour éviter de nouvelles élections et une probable victoire de La Ligue, le M5S s'est donc allié au PD, qu'il désignait encore la veille comme «*le parti des corrompus*», tandis que le PD devait, lui, faire avaler à sa base de gauche une

alliance avec le M5S, qui avait cautionné sans broncher les mesures ignobles de Salvini contre les migrants dans le gouvernement précédent.

L'obscur Giuseppe Conte, qui avait été choisi pour conduire le précédent attelage M5S-Ligue, en vertu de ce manque de consistance politique, s'est donc retrouvé à la tête d'un nouveau gouvernement, issu d'une alliance tout aussi politicienne et bancal que la précédente. Lorsque la crise liée à l'épidémie de coronavirus a éclaté, cette réputation d'homme au-dessus des partis, soucieux des intérêts supérieurs du pays, lui a été utile et, si l'on en croit les sondages, il y a gagné une certaine crédibilité.

Avec le slogan « Tous ensemble, on y arrivera », son gouvernement a entonné le refrain de l'unité nationale nécessaire. Et c'est au nom de l'unité et du sacrifice général qu'il appelle les travailleurs à se « retrousser les manches », prévenant que cela ne sera pas facile et déversant des milliards sur les entreprises. La nouvelle loi de finances présentée le 13 mai sous le nom de Décret relance doit ajouter 55 milliards d'euros aux sommes débloquées précédemment, dont la plus grande part est destinée à aider les entreprises, à coup de subventions et d'exonérations fiscales de toutes sortes.

Il est également question de quelques mesures pour les travailleurs, dont l'aide d'urgence aux indépendants et autoentrepreneurs, qui pourrait passer des 600 euros prévus pour mars et avril à 800 euros. Un revenu « d'urgence » temporaire pourrait être mis en place pour les familles les plus pauvres, allant de 440 à 800 euros selon la composition du foyer. Par ailleurs, devant les difficultés des entreprises de l'agroalimentaire à effectuer les récoltes, les travailleurs saisonniers étrangers ne pouvant se déplacer, le

gouvernement a évoqué la possibilité d'accorder un permis de séjour de six mois, vite réduit à trois mois, aux ouvriers agricoles sans papiers, précisant : « *Il ne s'agit évidemment pas d'appliquer cette mesure à toutes les personnes présentes sur le territoire mais à ceux qui pourraient nous servir dans cette circonstance particulière.* »

### LA CLASSE OUVRIÈRE SANS PERSPECTIVES POLITIQUES

Les dirigeants des autres partis, y compris ceux des partis associés au gouvernement, tentent quant à eux de se démarquer. Des polémiques à coup de petites phrases éclatent à chaque mesure présentée par le gouvernement Conte, en particulier depuis le début de la « phase 2 », celle du déconfinement, entamée le 4 mai. La perspective des élections prévues dans plusieurs régions et villes à l'automne n'est pas étrangère à ces prises de bec politiciennes.

La mesure de régularisation des ouvriers agricoles envisagée donne ainsi matière à une polémique entre les partis actuellement au gouvernement. Le PD fait de l'œil à l'électorat de gauche en présentant cette mesure, partielle et taillée pour les besoins du patronat de l'agri-

culture, comme une grande initiative de justice sociale. À l'inverse, le M5S choisit toujours plus ouvertement le fonds de commerce de l'extrême droite et s'y déclare opposé.

Mais c'est évidemment le parti d'extrême droite de Salvini, La Ligue, ainsi que Fratelli d'Italia (frères d'Italie) de Giorgia Meloni, qui se font le plus entendre sur ce terrain, dénonçant « *l'impunité et même la récompense, accordées aux migrants hors la loi* ». Les deux se sont fait entendre en particulier aux côtés de la petite et moyenne bourgeoisie qui constitue leur base électorale traditionnelle et dont le niveau de vie est très concrètement menacé par l'arrêt de l'activité. Les élus et dirigeants des deux partis d'extrême droite ont ainsi manifesté avec les commerçants réclamant la possibilité de rouvrir leurs boutiques dans plusieurs villes.

En bon démagogue, Salvini se saisit de tous les mécontentements. Tantôt pestant contre le confinement au nom de la liberté des entrepreneurs et accusant le gouvernement d'être « l'esclave de la CGIL », tantôt prétendant parler au nom des travailleurs pauvres, oubliés par le gouvernement qu'il accuse d'avoir « *emprisonné chez eux les travailleurs italiens sans aides tandis qu'il s'apprête à dé-*



ILRIFORMISTA

**Les ouvriers agricoles, les employés de maison et les auxiliaires de vie, pourraient recevoir un permis de séjour provisoire à la faveur de la crise sanitaire.**

*bourser des millions pour des migrants hors la loi*». Loin d'obéir aux injonctions des directions syndicales, le gouvernement s'est en revanche félicité de leur «*grand sens des responsabilités et de leur collaboration*», pendant que Landini, le secrétaire de la CGIL, fidèle à sa déclaration de soutien lors de la formation de ce gouvernement «*Conte bis*», se réjouissait que la crise sanitaire «*remette le travailleur au premier plan*» dans les préoccupations du gouvernement.

Landini préfère ignorer que si les travailleurs se retrouvent «*au premier plan*», c'est surtout en tant que victimes de la chute brutale de l'économie.

Car quelle que soit l'évolution prochaine de la situation sanitaire, les indicateurs économiques sont d'ores et déjà au rouge. Les prévisions de chute du PIB tournent autour de 10% et la cote de l'Italie sur les marchés financiers, qui n'était déjà pas élevée, se dégrade à nou-

veau. Les trompettes de l'unité nationale que font sonner en chœur politiciens, patronat, médias et syndicats n'empêcheront évidemment pas les nouveaux reculs que l'approfondissement de la crise imposera aux conditions de vie des travailleurs.

Le gouvernement prétend imposer une interdiction provisoire des licenciements jusqu'au 16 août. Dans le même temps, les représentants de la Confindustria préviennent qu'il faudra faire des sacrifices. Dans ce pays où les entreprises petites et moyennes sont nombreuses, y compris dans les secteurs industriels, on parle déjà des baisses de salaires à consentir, ou de l'extension gratuite de la journée de travail, pour rattraper les pertes et éviter la fermeture.

Pour ne pas faire les frais de l'aggravation de la crise économique qui se profile, les travailleurs ne peuvent se fier aux

promesses du gouvernement de ne pas les laisser au bord du chemin, pas plus qu'ils ne peuvent avoir confiance dans les mesures de sécurité que le patronat promet de mettre en place dans les entreprises, dans un pays qui détient le triste record du plus grand nombre de morts au travail d'Europe en temps «*normal*»!

La classe ouvrière n'a pas le choix. Elle doit surmonter l'obstacle de la démoralisation, de la désorientation politique et morale profondes, héritées des trahisons successives des organisations politiques et syndicales qui prétendaient la représenter. Car elle ne peut contrer la menace d'une misère généralisée qu'en s'organisant pour riposter sur son terrain de classe et en retrouvant, plus profondément, la conscience qu'il faudra contester et arracher à la classe capitaliste son pouvoir, sa domination sur l'économie.

14 mai 2020



Les travailleuses des cantines de l'hôpital de Trévise protestent contre leurs conditions de travail durant la Journée Mondiale de la Santé, le 7 avril : «*La santé ne se met pas à l'équilibre budgétaire*».



## Russie: un “chef” fort pour un régime qui l’est moins ?

Cette année, le jour de la Victoire, qui célèbre le 9 mai<sup>1</sup> la capitulation de l’Allemagne dans ce qu’on appelle, depuis le stalinisme, la Grande Guerre patriotique, aurait dû rimer avec un triomphe du président russe, Vladimir Poutine. Pour le défilé militaire sur la place Rouge, qui s’annonçait à la mesure d’un 75<sup>e</sup> anniversaire de la Victoire que les autorités voulaient grandiose, il avait obtenu la promesse de la présence à ses côtés de dirigeants et chefs d’État occidentaux. Cela devait conforter le statut retrouvé de grande puissance de la Russie et la stature internationale de son chef. Depuis des mois, c’est ce que martelait une propagande officielle omniprésente, en une débauche de patriotisme dans lequel le pays aurait dû communier.

Surtout, ce 9 mai s’inscrivait dans la foulée d’un autre événement majeur pour le régime: la « grande consultation nationale » du 22 avril. Ce référendum devait avaliser des modifications de la Constitution. La principale est que Poutine pourrait briguer la reconduction de son mandat jusqu’en 2036, ce qui ferait de lui pratiquement un président à vie, car il aurait alors 84 ans.

Sauf que le coronavirus a chamboulé ces plans. Les grands de ce monde ayant déclaré forfait pour la gigantesque parade militaire du 9 mai, elle dut être annulée. Tout comme le pouvoir avait dû accepter que le référendum ne se tienne pas le 22 avril. Même si le Kremlin avait d’abord voulu le maintenir, puis avait envisagé un scrutin dématérialisé, il y a finalement renoncé et l’a repoussé à une date pas encore fixée. Il faut dire que, la Russie étant devenue le quatrième pays au monde le plus touché par le Covid-19, et les mensonges comme l’état d’imprépa-

ration des autorités ayant suscité défiance et mécontentement dans la population, le Kremlin a dû estimer que le moment n’était plus vraiment le plus favorable pour essayer d’obtenir que les électeurs plébiscitent et la réforme constitutionnelle et « leur » président à vie.

Nul doute que les cercles dirigeants se seraient passés de

devoir différer une réforme du mode de fonctionnement du régime taillée sur mesure pour Poutine, mais qui apparaît aus-



Propagande officielle: « 75<sup>e</sup> anniversaire de la Victoire ! ». Et le 9-Mai à Smolensk, sans parade militaire ni public.

1 Signée à Berlin le 8 mai 1945 peu avant minuit, cette capitulation fut enregistrée, du fait du décalage horaire, le 9 mai à 1 h 30 du matin à Moscou.





**Poutine annonce le confinement : « Restez chez vous en avril pour ne pas tomber malade ». Sa mine révèle qu'il est malade d'avoir dû reporter son plébiscite.**

si comme le fruit d'ajustements successifs, d'hésitations et finalement d'un retournement au sommet sur cette question. En tout cas, le résultat, l'instauration d'une présidence presque sans limitation de durée, ne correspond pas à ce que Poutine déclarait, encore récemment, envisager comme organisation du régime pour l'avenir. Il avait en effet présenté, publiquement et à maintes reprises, son actuel mandat comme le dernier.

En fait, ce que les autorités cherchent à présenter comme

un triomphe personnel de Poutine, que la crise sanitaire n'aurait que différé – car le Kremlin mettra tout en œuvre pour que ce référendum, s'il doit et quand il pourra se tenir, tourne au plébiscite –, révélait en même temps certaines faiblesses organiques du régime. Car, s'il semble bien qu'il ait envisagé différentes modalités pour ce qui s'annonçait comme une succession programmée, le fait qu'au final Poutine doive, et pour longtemps, se succéder à lui-même signe l'échec de deux décennies de poutinisme. Cela

sonne comme un désaveu de la propagande officielle. Car celle-ci martèle depuis des années que Poutine, balayant le chaos étatique et le règne des oligarques qui avaient affaibli la présidence de son prédécesseur Eltsine, a construit un État fort. Pas assez fort en tout cas pour donner tort à l'ancien chef-adjoint de l'administration présidentielle, devenu président de la Douma, Volodine, qui affirmait en 2014, avec un sens aigu de la flatterie, sinon de l'État: « Sans Poutine, il n'y a plus de Russie. » Apparemment, c'est une conclusion que partagent nombre de ses pairs de la haute bureaucratie russe.

### PASSER LA MAIN TOUT EN LA GARDANT

C'est en mars dernier que la Cour constitutionnelle a déclaré conforme à la loi une décision de la Douma (la Chambre des députés), qui venait d'autoriser Poutine à briguer deux nouveaux mandats présidentiels. Cela venait après la comédie de la première cosmonaute et actuelle députée, Valentina Terechkova, « suppliant » en public Poutine d'accepter... de rester à la présidence !

Une mise en scène pour ce qui reste un viol des propres règles du régime, si l'on se souvient que Poutine avait expliqué qu'il ne voulait pas rempiler en 2024, car la loi le lui interdisait.

Poutine avait d'ailleurs annoncé, le 15 janvier, lors de son Adresse annuelle à l'Assemblée fédérale, qu'il voulait amender la Constitution dans la perspective réaffirmée que ce serait son ultime mandat. Il s'agissait d'assurer la stabilité du régime, une fois qu'il aurait passé le relais, en mettant en place une nouvelle architecture du pouvoir.

Il avait commencé par s'octroyer un siège de sénateur à



**La députée, ex-cosmonaute, entendait, selon elle, « aider » Poutine... à rester président.**

vie et, on n'est jamais trop prudent, une totale immunité judiciaire : la même qu'il avait accordée à Eltsine en lui succédant. Une façon d'institutionnaliser le fait que, dans la Russie post-soviétique, celui qui a été le chef de ce régime de bandits doit rester intouchable. En outre, il accordait au Conseil d'État un droit de regard sur les décisions du futur nouveau président, tout en renforçant les pouvoirs du Parlement.

Cela avait tout l'air d'un démontage, même partiel, du système de direction que Poutine n'avait eu de cesse de renforcer en concentrant toujours plus de pouvoir entre ses mains. En fait, tout en se préparant à quitter la présidence, il se faisait sacrer faiseur et défaiseur, sinon de rois, du moins de présidents et premiers ministres... Parrain tout-puissant du régime, il pouvait laisser sur le devant de la scène des personnages à sa main.

À moindre échelle, c'est ce qu'il avait fait en 2008, après ses deux premiers mandats. Affectant de respecter l'interdiction constitutionnelle d'un troisième mandat consécutif, il avait installé son Premier ministre, Medvedev, dans son fauteuil, mais sans rien lui céder de son pouvoir. Puis, en 2012, Poutine reprit son titre. Et pour plus longtemps, car la Constitution, amendée à son intention, avait porté le mandat présidentiel à six ans. Mais toujours avec l'interdiction de plus de deux mandats consécutifs. C'est ce verrou qui a sauté avec le coup de théâtre qui a ouvert à Poutine la voie d'une présidence sans réelle limitation de durée.

Une fois la chose avalisée par la Cour constitutionnelle, il restait à la faire plébisciter.

## RECETTES POUR UN PLÉBISCITE

Alors, afin de convaincre la population que, ayant de la chance d'avoir un aussi « bon tsar », elle doit le garder, la Constitution a été amendée d'ajouts sociaux : l'indexation des retraites, un salaire minimum non inférieur au minimum vital, la révision annuelle des pensions et aides sociales, leur indexation sur l'inflation... Toutes choses que les médias ont bruyamment applaudies, alors qu'elles existent déjà plus ou moins dans la loi. Mais elles peuvent bien être réaffirmées par la Constitution, cela n'aura aucun poids face aux conséquences sociales et à l'aggravation de la crise économique que la crise sanitaire a déjà commencé à entraîner : fermetures d'usines, licenciements nombreux, réduction des salaires, renchérissement du prix des denrées de première nécessité, notamment.

Un bric-à-brac d'autres amendements à la Constitution a suivi, afin de ratisser large dans toutes les couches de la société, Poutine étant censé faire écho à leurs préoccupations. On a donc glorifié le nationalisme russe dans sa version tsariste comme dans sa variante stalinienne, on a répété l'interdiction du mariage homosexuel... sans oublier les religieux, surtout la hiérarchie orthodoxe, qui est redevenue le pilier idéologique du régime. Le texte de la Constitution a donc été modifié pour affirmer : « *La Russie [...] préserve la mémoire de nos ancêtres qui nous ont transmis [leur] foi en Dieu.* »

Lors du référendum, s'il se tient, cela vaudra-t-il à Poutine les voix, sinon la ferveur de « son peuple » ? En tout cas, c'est le but recherché : donner le maximum de légitimité populaire au « chef », clé de voûte du régime.

## UN RÉGIME MUSCLÉ ET SES FAIBLESSES

Le problème n'est pas nouveau, loin de là. Car, tout en représentant les intérêts exclusifs des nantis de Russie, le régime actuel, successeur de celui de la bureaucratie stalino-brejnevienne, en a hérité certains traits. Notamment l'impossibilité de s'appuyer sur une classe possédante nombreuse, puissante, comme la bourgeoisie l'est en Occident à la fois du fait qu'elle détient le capital, moteur de l'économie, et de par les liens qu'elle a su tisser au fil du temps dans toutes les strates de la société.

Le régime de la bureaucratie post-soviétique s'est efforcé avec Poutine de pallier cette fragilité et l'instabilité du pouvoir qui en avait découlé, à la chute de l'Union soviétique, sous Eltsine. Pour cela, il a recommencé à concentrer les leviers de commande et de décision entre les mains d'un seul homme. C'est ce qu'il a appelé rétablir la « verticale du pouvoir » dans une « démocratie administrée ».

Ce régime fort, ou se voulant tel, Poutine en est le centre et l'incarnation depuis vingt ans.

Le centre, en ce sens qu'il a su trouver et maintenir un certain équilibre entre les clans et factions d'une haute bureaucratie qui rivalise autour du pouvoir ; qu'il a su s'en faire admettre comme l'arbitre. Lui, l'homme des « organes de force » (l'armée, la police, le renseignement, les douanes...), a su ménager les autres branches d'un appareil étatique pléthorique sur lequel le pouvoir sait pouvoir s'appuyer car il en défend les intérêts.

Si Poutine est l'incarnation de ce régime, c'est que, depuis vingt ans, il remplit son rôle de protecteur des intérêts d'une bureaucratie d'État vorace, corrompue, affairiste, avec ses



Métallurgistes en grève devant leur usine, à Kertch.

millions de membres qui tirent leurs privilèges de l'exercice d'une parcelle du pouvoir et de l'accès à diverses sources d'enrichissement que cela permet.

Et il est probable que ce consensus autour de sa personne au sein de la caste dirigeante et privilégiée a pesé lourd dans les hésitations et revirements de ces derniers mois sur la réforme des institutions au sommet, les solutions envisagées qui s'accommodaient d'un certain retrait officiel de Poutine n'ayant pas convaincu, au moins dans les hautes sphères de la bureaucratie d'État et/ou d'affaires.

Car, si les soubresauts de la crise mondiale ont affaibli l'économie russe et ralenti les exportations de gaz et de

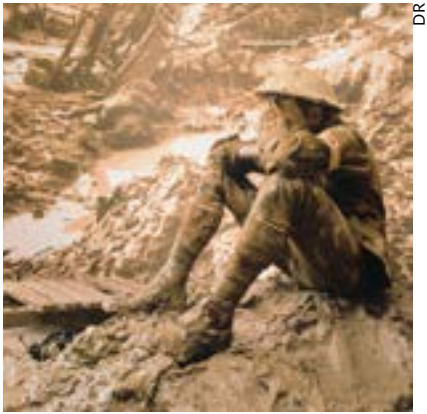
pétrole, donc réduit le flot de devises que peuvent se partager les dirigeants, les nantis et autres privilégiés proches de l'appareil d'État, ceux-ci n'ont trouvé personne au sommet sachant aussi bien que Poutine leur assurer une relative stabilité sociale. Et d'abord, éviter que leur position soit remise en cause par la population, sinon par des mouvements sociaux impliquant la classe ouvrière, comme on en a vu réapparaître ces derniers mois.

Poutine s'est récemment débarrassé de Medvedev, qui lui servait de Premier ministre fusible depuis quinze ans. En lui reprochant de n'avoir pas su améliorer le sort des classes populaires, il a voulu s'exonérer de ce qui a fait monter la contestation sociale : les attaques ré-

pétées du pouvoir contre le niveau de vie des travailleurs.

Ces attaques vont se généraliser et changer d'échelle avec la brutale aggravation de la crise économique mondiale et ses répercussions en Russie. Pas sûr alors que les traits bonapartistes revendiqués du régime poutinien lui soient d'un grand secours, ni aux bureaucrates et au patronat russe dans leur sillage, s'il se produit une explosion sociale ; et si, et il faut le souhaiter, il se trouve des militants et des organisations communistes révolutionnaires pour aider la classe ouvrière, lui apporter la conscience des enjeux d'une lutte qui dépasse amplement les limites de la seule Russie.

12 mai 2020



Un soldat australien pendant la Première Guerre mondiale.

## Il y a un siècle: quand la grippe espagnole se conjugait à la barbarie capitaliste

**L'épidémie de grippe qui, en trois vagues s'échelonnant du printemps 1918 au printemps 1919, a dévasté tous les continents et entraîné la mort de 50 à 100 millions de personnes, fut, avec la Première Guerre mondiale un révélateur du degré de pourriture et de barbarie auquel l'impérialisme était parvenu. Mais elle éclaire aussi par bien des aspects la situation actuelle créée par la pandémie de Covid-19 et ses effets dévastateurs présents et à venir pour les classes populaires.**

La Première Guerre mondiale, comme d'autres conflits avant elle, fut, pour reprendre l'expression de Lénine, un « vigoureux accélérateur » de l'histoire, bouleversant les sociétés et la vie même de l'humanité en maints domaines pour toute une période historique. Le choc des principales puissances industrielles pour se repartager le monde prit la forme d'une effroyable mêlée sanglante qui mit à nu la nature profonde, criminelle et abjecte, de l'ordre social bourgeois. Et c'est pourquoi la guerre provoqua le soulèvement de la classe ouvrière russe en 1917 pour le mettre à bas et une puissante vague révolutionnaire qui ébranla le monde durant plusieurs années.

Comme l'écrivit Rosa Luxemburg en 1915: «*Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse: voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une*

*bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment.* » Ce déchaînement de la barbarie née des entrailles de la société capitaliste fit en un peu plus de quatre années dix millions de morts parmi les combattants et autant parmi les populations civiles.

Il fut accompagné, entre 1918 et 1919, par l'épidémie la plus dévastatrice que l'humanité ait eu à affronter. Son effroyable bilan humain, peut-être cinq fois supérieur à celui de la guerre, résulte également pour une très large part de l'organisation même de l'économie capitaliste, du pillage impérialiste et de la politique des États au service des intérêts de leur bourgeoisie respective.

### LES IMPÉRATIFS DE LA GUERRE RENFORCENT L'ÉPIDÉMIE

Si les scientifiques ne sont pas arrivés à ce jour à définir de façon certaine l'origine du

virus de la grippe espagnole qui s'abattit sur le monde en 1918, il est en revanche certain que la guerre accéléra considérablement sa diffusion et aggrava ses effets dévastateurs.

Ce sont en effet les besoins sans cesse renouvelés en soldats, en travailleurs et en matières premières, que les puissances belligérantes firent venir du monde entier pour combattre et alimenter la machine de guerre en Europe, au Moyen-Orient ou en Afrique, qui en favorisèrent la contagion rapide. Les gouvernements et les états-majors ne pouvaient ignorer ce risque, car c'était un fait établi dans toutes les guerres depuis des siècles. Des mesures de quarantaine étaient par ailleurs fréquemment mises en place depuis le Moyen Âge. Et, pour ne citer que cet exemple, toute la Provence avait été isolée du royaume de France de 1720 et durant deux ans, pour empêcher l'extension de l'épidémie de peste qui la frappait. Les scientifiques et les militaires connaissaient enfin les grandes voies de transmission sur le globe depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

NMHM



**Hôpital militaire de Camp Fuston au Kansas, où furent enregistrés et isolés les premiers malades de la grippe espagnole aux États-Unis.**

Le virus de la grippe fit très probablement son apparition, et ses premières victimes, dans le gigantesque camp d'entraînement de l'armée américaine de Fort Riley, situé au Texas, en mars 1918. Il se répandit ensuite à travers le pays vers les ports de la côte est où étaient concentrés les soldats du corps expéditionnaire américain se rendant en Europe. Les autorités américaines nièrent alors l'existence de toute épidémie, le président Wilson donnant

l'ordre de ne pas communiquer le nombre de malades (qui touchait pourtant plus de la moitié des troupes) pour ne pas ralentir la mobilisation. Le ministère de la Guerre américain affirma quant à lui fin juin 1918 que ses troupes n'avaient « *jamais montré quelque forme de maladie que ce soit* ». Imposer l'entrée du pays en guerre l'année précédente avait été difficile pour les classes dirigeantes et la conscription faisait face à une opposition importante des recrues et d'une partie de la population : il n'était pas question de mettre en péril cette intervention dans ce conflit où se jouait la suprématie entre les puissances impérialistes. En débarquant à Brest dans les semaines qui suivirent, ces soldats propagèrent la première vague grippale sur le continent. D'autres données désignent une possible origine asiatique, le virus ayant dans cette hypothèse traversé les océans avec les troupes coloniales et les travailleurs de l'actuel Vietnam et de Chine, que la France et le Royaume-Uni avaient recrutés par dizaines de milliers.

combattre ou revenant de la guerre, qui répandirent le virus de la grippe sur le continent africain, dans le Pacifique, en Asie et jusqu'en Arctique.

Jusqu'à l'armistice de 1918, la censure militaire empêcha très largement que la population soit avertie de l'existence même d'une épidémie. On estime qu'un demi-million de soldats des armées française, britannique et américaine se trouvaient pourtant hors de combat du fait de l'épidémie à l'automne 1918 sur le territoire français. Et il en allait de même dans le camp des puissances centrales. Cette censure est d'ailleurs la raison pour laquelle la grippe fut alors qualifiée d'espagnole, nom qui lui resta par la suite : l'Espagne étant restée neutre dans le conflit mondial, sa presse fut la seule à rendre compte de l'ampleur de la première vague grippale au printemps et à l'été 1918. Certains ont tenté d'affubler l'épidémie actuelle de Covid-19 de l'adjectif « chinoise » avec des arrière-pensées tellement évidentes et idiotes que l'opération n'a cette fois pas aussi bien fonctionné.

NMHM



**Seattle, 1918 : les employés de la compagnie de trolleys refusent la montée des passagers dépourvus de masques.**

Mais, quoi qu'il en soit, partout ou presque ce sont les transports de troupes, allant

Dans un premier temps, la censure, et plus encore l'enga-

gement de la presse, des intellectuels, du corps médical et des forces politiques derrière « l'union sacrée » avec leur bourgeoisie, imposèrent le silence. Et ce alors que la plupart des régiments avaient été touchés. La propagande fit le reste : ainsi en France, les journalistes aux ordres expliquèrent que les « poilus » résistaient « merveilleusement » à une maladie qui décimait « le Boche », ou que les scientifiques allemands avaient introduit des bacilles pathogènes dans des boîtes de sardines fabriquées en Espagne. Quant au *Journal de médecine et de chirurgie pratique*, il écrivait en septembre 1918, à la veille de la deuxième vague : « *La grippe est une affection relativement peu grave, pour laquelle les mesures de quarantaine ou de désinfection aux frontières, applicables à d'autres maladies, seraient injustifiées et d'ailleurs inutiles.* »

Au mépris des règles d'hygiène, il fallait à tout prix cacher la réalité de l'état sanitaire des armées à l'opinion publique et à la classe ouvrière, dont la bourgeoisie avait toutes les raisons de redouter les réactions au moment où la fin de la guerre s'annonçait et où le crédit de la révolution d'Octobre grandissait. On laissa ouverts écoles, cabarets et restaurants, sauf quand il n'y avait plus assez de personnel en bonne santé pour y travailler. Les entreprises comme les transports ne pouvaient être mis en sommeil en retirant les ouvriers malades, au risque de menacer l'approvisionnement en matériel de guerre du front ou l'alimentation de la population ; et au risque de priver les industriels des commandes de l'État et de bénéfices colossaux. Dans le meilleur des cas, les horaires ou les cadences furent réduits, dans l'espoir de maintenir les ouvriers à leur poste de travail le lendemain. Mais, le plus souvent, les travailleurs, à l'instar de ceux des chemins de

fer, dont dépendait le transport de troupes et de matériel pour le front, étaient réquisitionnés.

Pour ne pas encombrer les hôpitaux militaires, les malades furent convoyés, parfois debout, dans des trains bondés, vers d'autres centres de soins, étendant un peu plus la grippe à l'ensemble du pays. Pour reprendre un terme répété depuis trois mois par les médias, les casernes, les hôpitaux, les gares, les usines, mais aussi les bordels de campagne mis en place par les armées, furent autant de « clusters » d'une épidémie renforcée par les déplacements incessants des troupes entre le front et les zones de l'intérieur. Et si les médecins militaires envisagèrent un temps d'arrêter la délivrance de permissions, pour freiner la transmission de la maladie, le haut commandement s'y opposa : il avait en mémoire les mutineries de l'année 1917, où la restriction des permissions avait été un des facteurs de la colère et de la révolte des soldats. Trier et isoler les contagieux, au lieu de concentrer les malades dans les hôpitaux, dépassait les capacités des systèmes de santé entièrement tournés vers la nécessité de préserver le maximum de soldats en état de combattre, quitte à renvoyer au front des dizaines de milliers d'hommes porteurs du virus de la grippe.

En somme, les impératifs de la guerre entre les puissances impérialistes empêchaient quasiment toute mesure d'ampleur à même de circonscrire l'étendue de l'épidémie.

Mais la sale guerre que se menaient les différentes bourgeoisies avec la peau des classes populaires avait d'autres conséquences désastreuses, qui expliquent en partie la mortalité exceptionnelle de cette grippe, ou plus exactement des trois vagues grippales qui la caractérisent. Si elle tua très majoritairement les personnes entre 20 et 40 ans, sans doute parce que

les plus âgés avaient déjà été partiellement immunisés par un précédent épisode de grippe (celle dite russe de 1889-1890), cela fut facilité par le fait que les organismes des populations civiles, comme ceux des combattants, étaient considérablement affaiblis par les privations et l'usure physique. Les soldats austro-hongrois engagés dans d'incessantes opérations en Italie, souffrant de la faim et du paludisme, compteront deux à trois fois plus de pertes par la maladie que par balle. Tous les soldats qui avaient subi des attaques aux gaz subirent également de plein fouet les effets de la grippe et y succombèrent dans des proportions très importantes, en raison de leur insuffisance respiratoire.

Les soldats, mais aussi les travailleurs, les femmes, qui devaient exploiter seules les terres agricoles et s'occuper de leurs enfants en l'absence de leur compagnon mobilisé, ne pouvaient bien évidemment pas suivre les bons conseils des médecins leur enjoignant de se reposer, de boire et de bien manger. Des milliers de femmes enceintes moururent ou donnèrent naissance à des enfants mort-nés, qui échappent d'ailleurs la plupart du temps à la comptabilité macabre des victimes de la grippe espagnole.

Survenant en plein pic épidémique, l'annonce même de l'armistice de novembre 1918, et les célébrations qui l'accompagnèrent, fut elle-même une importante source de contamination : rien ne devait gêner la paix des vainqueurs et l'opération de propagande qui l'accompagna notamment en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

## LES CLASSES POPULAIRES FRAPPÉES DE PLEIN FOUET

La situation sanitaire des pays en guerre, ainsi que celle



**En France, des enfants portent autour du cou des sachets de camphre censés les protéger de la grippe espagnole.**

de leurs colonies, avait été considérablement dégradée par l'entrée en guerre. D'une part en raison de la réquisition pour le front de l'immense majorité des infirmières, des médecins, des pharmaciens et des chirurgiens. Il était devenu presque impossible de consulter un médecin et de réaliser des analyses dans un laboratoire. Seuls les services de santé militaires disposaient d'ailleurs de données fiables sur le nombre de malades, la déclaration de la grippe n'ayant été rendue obligatoire qu'après le pic de l'épidémie et sans qu'existât véritablement d'organisme capable d'en tirer des mesures à même d'en freiner l'extension. Un manque de personnel d'autant plus criant que les hôpitaux étaient eux-mêmes si encombrés que cela rendait impossibles la prise en charge des malades et leur isolement du reste de la population. Ceux qui, souffrant d'une autre pathologie, entraient à l'hôpital pour y être entassés, furent nombreux à y contracter la grippe. Ceux qui étaient déjà grippés y attendaient la mort, faute de prise en charge et de repos. Dans le même temps, beaucoup de malades, pour ne pas avoir été diagnostiqués, moururent sans soins à leur domicile, notamment, à l'automne

1918, durant la deuxième vague de la grippe, particulièrement foudroyante.

La guerre avait par ailleurs entraîné une pénurie de médicaments, de lits d'hôpitaux, de combustibles pour le chauffage, d'essence pour alimenter les véhicules des rares médecins exerçant encore dans les zones rurales, et de moyens de désinfection (savon et eau de Javel notamment). À Lyon, c'est sous la pression de l'opinion publique que la municipalité organisa en urgence la mise en place d'un corps spécial d'infirmières chargées de visiter les malades et de services spéciaux chargés de la désinfection journalière des locaux industriels, des commerces et de certaines administrations.

L'effondrement du niveau de vie des classes populaires, lié notamment à l'intensification de l'exploitation dans les usines, à l'augmentation générale des prix, aux pénuries alimentaires, aux difficultés de transport, affaiblit considérablement les organismes et rendirent plus nombreuses et mortelles les infections pulmonaires, en particulier celles liées à la tuberculose. Celle-ci faisait alors en France près de 100 000 morts par an et touchait les catégories les plus pauvres

de la population. Un responsable du Service de santé des armées écrivait alors à son propos : « *La tuberculose règne parmi les taudis des grandes villes, parmi les masures paysannes que l'impôt des portes et fenêtres a fermées à l'air et au soleil. Les quartiers ouvriers dans les cités de labeur ou de négoce sont trop souvent d'effroyables agglomérations de logis pourris, crasseux, où les rues sont des tranchées profondes, étroites et humides. [...] La tuberculose règne par les salaires insuffisants, surtout dans les métiers de femmes. [...] La tuberculose règne par le surmenage des longues journées, par le travail de nuit imposé aux femmes, aux enfants.* »<sup>1</sup> La situation était si critique qu'elle avait menacé les rangs mêmes de l'armée française durant toute la durée de la guerre, au point d'entraîner le début de la mise en place d'une politique de prévention et de traitement de la tuberculose. Mais le problème était loin d'être réglé.

Les files d'attente qui se formèrent dans les grandes agglomérations devant les boulangeries, les magasins d'alimentation, ou pour se procurer des moyens de chauffage, furent également des vecteurs de l'épidémie au sein des classes populaires. Autant de préoccupations auxquelles échappaient la bourgeoisie et une partie des classes moyennes.

En observant une carte des victimes de la grippe sur Paris, certains ont cru voir dans la surreprésentation des arrondissements de l'ouest la preuve que les classes sociales étaient à égalité devant le virus, comme tant d'autres prétendent qu'elles l'étaient sous l'uniforme. Mais cela provient en réalité du nombre important de domestiques (en grande majorité des femmes), morts pour le bien-être des grands bour-

1 Notes (non publiées au *Journal Officiel*) tirées de l'intervention au Sénat de Julien Godart le 14 décembre 1917. Document cité par Laurent Viet dans *La santé en guerre 1914-1918*, SciencesPo. Les Presses, 2015, p. 521.

geois dans ces beaux quartiers, après avoir usé leur santé dans des logements indignes, des soupentes trop chaudes l'été et trop froides l'hiver, ou des rez-de-chaussée humides, favorisant les infections pulmonaires.

En Autriche-Hongrie, comme en Allemagne, le blocus imposé par les impérialistes français et britannique avait créé des carences alimentaires et fait resurgir la famine au cœur même de l'Europe. Dans une économie de guerre pesant lourdement sur le prolétariat, la grippe fit des ravages dans plusieurs villes hongroises où l'eau n'arrivait plus dans les quartiers populaires et où se développèrent d'autres maladies. En Pologne, aucun service ne parvint véritablement à compter les morts, que l'on estime aujourd'hui entre 68 000 et 130 000. À Prague, le principal hôpital menaça de fermer par manque de charbon ; ailleurs les repas chauds firent défaut.

Dans plusieurs métropoles des États-Unis, la mortalité relevée dans les logements populaires fut au moins deux fois plus élevée que dans les quartiers riches. Les Noirs furent particulièrement touchés. Et si, à New York, le bilan fut relativement peu élevé au lendemain de la guerre, où la presse put cette fois avertir la population de la crise sanitaire grandissante, c'est sans doute en raison des mesures de la fermeture précoce des écoles, des principaux lieux publics, de la déclaration rendue obligatoire de la maladie aux services de santé municipaux, de l'interdiction des funérailles publiques et de l'hospitalisation de tous ceux qui vivaient dans des logements surpeuplés. Le port du masque, rendu obligatoire comme à San Francisco, joua également un rôle relativement efficace.

Les charlatans et les producteurs de traitements en tout genre, eux, profitèrent très lar-

gement de la période pour s'enrichir. Heureuse conséquence de l'épidémie et de la mise sous séquestre des biens de l'industriel Bayer en 1914, la Société chimique des usines du Rhône, qui disposait de ce fait du monopole sur l'aspirine, vit ses ventes et ses profits exploser. Elle deviendra Rhône-Poulenc en 1928 (le premier groupe privé français de chimie durant des décennies).

### LES PEUPLES SOUS LE TALON DE FER DE L'IMPÉRIALISME

Dans les pays soumis à la domination des grandes puissances depuis des décennies, voire des siècles, la guerre, le pillage des matières premières et l'exploitation de la main-d'œuvre avaient rendu encore plus effroyables les conséquences de la grippe pour les peuples. L'épidémie, qui arriva par les ports, y fit des ravages, mettant à jour l'absence quasi générale de personnel soignant, d'hôpitaux et de dispensaires et, au-delà, la pauvreté et le sous-développement dans lesquels la domination de l'impérialisme plongeait les deux tiers de l'humanité.

L'Afrique, qui était entièrement placée sous le joug colonial et qui avait fourni près de 500 000 hommes pour alimenter les armées en chair à canon et les usines européennes en bras, connut un taux de mortalité deux fois supérieur à celui de l'Europe. Au Sénégal, où elle survint après deux vagues mortelles de peste bubonique, la grippe fit près de 40 000 morts, sans que le corps médical colonial semblât trop s'en émouvoir. Au Congo belge, le nombre de victimes est estimé à 300 000 ; au Cameroun à 250 000 ; au Nigeria il fut sans doute de plus de 450 000.

Après la Sierra Leone, où leur navire avait fait escale, le

COLL. G. SCHNEIDER



**Lithographie de Hugo Krainy représentant la famine en Allemagne qui, conjuguée aux effets de l'épidémie de grippe, fit des centaines de milliers de morts durant la Première Guerre mondiale. L'auteur est lui-même mort de la grippe espagnole.**



virus débarqua en Afrique du Sud avec le retour de France de membres du Corps des travailleurs indigènes qui y avaient été utilisés en arrière des lignes. L'hécatombe fut particulièrement meurtrière (300 000 morts) en raison des nombreux ports et du réseau ferré étendu drainant les richesses minières du pays vers le marché mondial. La grippe décima notamment les populations noires du Transkei et du Ciskei, dans la région du Cap, parquées dans les taudis surpeuplés. En Rhodésie du Sud (l'actuel Zimbabwe), autre dominion britannique, le taux de mortalité dans la population d'origine européenne fut de 9,3 ‰, de 25,4 ‰ parmi les Africains des réserves et de 91,7 ‰ parmi les mineurs. Non loin de ce foyer de l'Afrique australe, la grippe tua sans doute 90 000 Malgaches et 7 000 à 20 000 personnes à La Réunion, pour une population de 175 000 habitants, fauchant les dockers déchargeant les navires, puis ravageant les quartiers populaires où les conditions de vie étaient effroyables. Dans la petite ville du Port, qui ne comptait qu'un seul médecin, les cadavres, laissés sur le pas des portes, y étaient ramassés par l'unique véhicule : une charrette à bras tirée par des détenus.

Dans plusieurs îles, comme aux Philippines, sous occupation américaine, à Tahiti (Papeete) ou dans les Samoa occidentales, sous contrôle néo-zélandais, les autorités coloniales laissèrent débarquer des hommes dont l'état grip-pal était connu, au mépris des conséquences sur la population. Le gouvernement néo-zélandais attendra 2002 pour reconnaître sa responsabilité pour la mort de 8 500 personnes dans les Samoa, un quart de la population, des suites de cette décision criminelle. L'État français n'a jamais reconnu la sienne pour les victimes de Tahiti. Mais c'est certainement



Inde, 1918 : Crémation de victimes de la grippe sur les berges du Gange.

en Inde que la barbarie de la domination capitaliste s'exprima avec le plus de force à la faveur de l'épidémie de grippe qui y fit selon les dernières estimations plus de 18 millions de morts. La grippe avait touché Bombay le 29 mai 1919, à l'arrivée d'un navire transportant des troupes indiennes de retour de la guerre. En deux semaines, la ville fut dévastée par l'épidémie.

Il ne fut jamais question d'imposer la moindre quarantaine visant les ports indiens, en raison de l'importance économique de cette colonie pour l'impérialisme britannique. Depuis l'ouverture du canal de Suez, le port de Bombay était devenu le plus grand de l'Inde et son industrie textile occupait des dizaines de milliers d'ouvriers. Le pouvoir colonial se désintéressait totalement des conditions sanitaires ou de l'insalubrité des logements et des rues des grandes métropoles dans lesquelles il avait maintenu ou précipité des millions d'habitants. L'Inde était en outre régulièrement

frappée par des inondations ou des épisodes de sécheresse qui faisaient à chaque fois des centaines de milliers et, plus souvent encore, des millions de victimes. Et tandis que la sécheresse de 1918 avait fait basculer de nouveau la population dans la famine, les navires continuaient de charrier vers les ports britanniques les céréales produites dans l'arrière-pays. La guerre, qui avait clairsemé encore davantage les rangs des médecins, réquisitionnés pour le front, aggrava enfin considérablement la situation sanitaire dans un pays où l'espérance moyenne de vie ne dépassait pas 25 ans.

L'épidémie de grippe s'abattit sur les ouvriers agricoles, les petits paysans, les balayeurs des rues, les ouvriers et les innombrables miséreux qui peuplaient les villes du sous-continent indien. Les femmes constituèrent la majorité des victimes, probablement parce que, subissant une double oppression, elles étaient moins nourries dans les périodes de disette, suppor-

taient une charge de travail supérieure et avaient la charge des malades.

Il y avait un précédent à cette situation : au lendemain d'une épidémie de peste qui avait touché Bombay et menaçait ce centre de l'économie coloniale en 1896, le pouvoir avait tenté de résoudre à sa manière, c'est-à-dire brutalement, les problèmes d'insalubrité dont au fond il accusait les habitants d'être eux-mêmes responsables. Sous couvert de promotion de l'hygiène et de lutte contre l'insalubrité, les soldats avaient alors été dépêchés dans les quartiers les plus pauvres. Les logements avaient été fouillés, souvent incendiés avec les quelques biens de leurs occupants, ceux-ci avaient été humiliés, violés parfois et déplacés par milliers. Des émeutes et une grève générale s'en étaient suivies, qui avaient obligé le pouvoir à reculer. Le souvenir de cet épisode n'avait pas disparu des mémoires lorsque frappa l'épidémie de grippe espagnole.

De nouveau, le pouvoir colonial fut totalement incapable de faire face au chaos engendré par la maladie, et ce furent bien souvent les habitants eux-mêmes, appuyés par les militants de la cause indienne, qui pallièrent son incurie, accélérant dans les mois qui suivirent la contestation de

la domination britannique et le mouvement pour l'indépendance. Au lendemain du vote en février 1919 de la loi Rowlatt, qui prolongeait la loi martiale établie durant la guerre, la contestation menaçait de devenir générale. Le 13 avril 1919, à Amritsar, l'armée tira sur la foule, tuant plusieurs centaines de manifestants.

### PLUS QUE JAMAIS : SOCIALISME OU BARBARIE

Si les limites des connaissances scientifiques de l'époque, la méconnaissance notamment de l'origine virale de la grippe et l'absence d'un vaccin, ont joué il y a un siècle un rôle non négligeable dans l'extension et la létalité de l'épidémie de grippe espagnole, le capitalisme porte une responsabilité écrasante dans son effroyable bilan. Les impératifs de la guerre impérialiste au profit du grand capital et leurs conséquences dramatiques sur le niveau de vie et la santé des populations, la situation indigne du logement des classes populaires, l'absence d'une politique d'hygiène et de santé publique à même de répondre aux besoins de chacun, la surexploitation des travailleurs et des peuples coloniaux maintenus dans une effroyable oppression

matérielle et culturelle : tout cela aurait dû condamner la société bourgeoise à sa perte. Seule la trahison des principaux dirigeants socialistes en 1914, qui laissa les travailleurs sans perspectives et sans direction lorsque la révolution russe renversa la domination bourgeoise en 1917, lui sauva la mise.

Aujourd'hui, les connaissances scientifiques et les moyens pour faire face à la pandémie du Covid-19 sont sans commune mesure avec ceux d'il y a un siècle. Alors, devant le chaos et le nombre de morts provoqués par l'épidémie actuelle, et devant les conséquences prévisibles de la crise économique dont elle n'est que l'un des éléments déclencheurs, balayer la pourriture de ce vieux système reste la seule perspective pour l'humanité. Comme l'écrivait Engels dans l'Anti-Dühring : « *Les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne, ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrés en contradiction flagrante avec le mode de production lui-même, et cela à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition, si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr.* »

11 mai 2020

**Bilan de la grippe espagnole par continent**

Continent	Décès imputables à la grippe (1918-1919, en millions)	Population (en millions)	Part de la population décédée de la grippe
Asie	35	1030	34 ‰
Amériques	1,54	200,6	7,7 ‰
Afrique	2,4	133	18 ‰
Europe (Russie comprise)	2,64	488	11 ‰
Océanie	0,085	8	10,6 ‰
<b>Total répertorié</b>	<b>41,665</b>	<b>1860</b>	<b>22,6 ‰</b>
<b>Total estimé</b>	<b>50 à 100</b>		

N.B. : L'incertitude des estimations provient de l'absence quasi complète de données pour de nombreux pays, dont la Russie et la Chine.

# Les autres publications de Lutte ouvrière

## L'hebdomadaire

# lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix: 1,20 €.

## Les exposés du

### Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: [www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT). Prix: 2 €.

### Les dernières conférences:

**Venezuela, Bolivie, Chili... L'Amérique latine dans la crise** (n° 162, 10 janvier 2020)

**Algérie: révolte contre le système politique et aspirations sociales** (n° 161, 18 octobre 2019)

**Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser** (n° 159, 22 février 2019)

**L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes** (n° 158, 19 janvier 2019)

**Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital** (n° 157, 17 novembre 2018)

**80 ans après la fondation de la Quatrième Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités** (N° 156, 19 octobre 2018)

**Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail national: [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)**

## Brochures et livres

### Les dernières publications



**Contre le grand capital, le camp des travailleurs**  
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.  
1 €.



**Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers**  
Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968.  
544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page: [www.lutte-ouvriere.org/publications/commander](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/commander)



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site [lesbonscaracteres.com](http://lesbonscaracteres.com).

### Dernières parutions

**Le grand flot**  
de Daniel Hénard

Prix public: 15 € TTC

**Cours nouveau**  
de Léon Trotsky

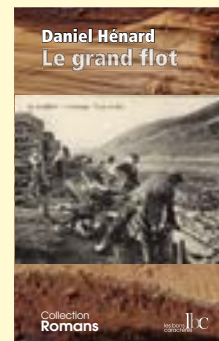
Prix public: 8 € TTC

**Negroes with guns** de Robert F. Williams

**Dans l'atelier du monde** d'Alan Grey

**La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer** de V. I. Lénine

**Les Compagnons de la Charte**, de G. Trease



## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes  
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd  
Adresse:  
BP 62 5100 JAMBES – BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be>  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
boletinvozobrera@yahoo.es  
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203  
<http://www.the-spark.net>



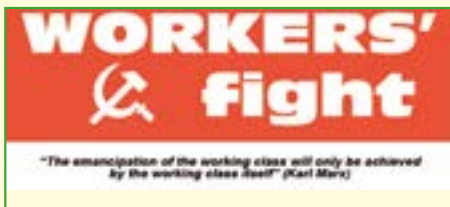
Revue trimestrielle publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix: 1,20 €  
Abonnements: France – DOM TOM,  
six mois: 20 €; un an: 40 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé:  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers'Fight  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX  
Abonnement 1 an:  
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € – Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier – Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille – 97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier – Louis Maugée  
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.net>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste  
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO – ITALIA  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linernazionale.it> – contact  
e-mail: [linernazionale@tin.it](mailto:linernazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX  
<http://www.sinifmucadelesi.net>